

ALGÉRIE-LIBYE

**L'Algérie appelle le Conseil de sécurité à imposer le respect de la paix et de la sécurité en Libye**

P. 24

ALGÉRIE-TURQUIE

**M. Boukadoum s'entretient à Alger avec son homologue turc**

P. 3

**Fin de fonctions du directeur général de l'EPTV et du P-dg de l'ANEP**

P. 3

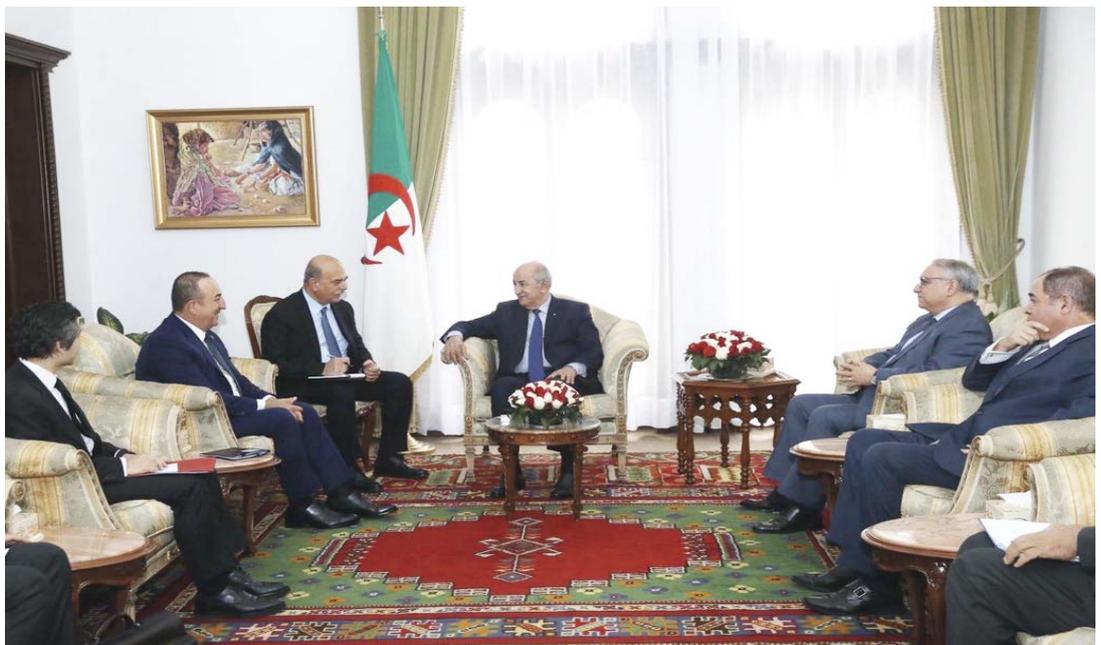
## REDÉPLOIEMENT DE LA DIPLOMATIE ALGÉRIENNE

# Pour un rôle régional et international conforme au statut de l'Algérie

Les recommandations du président Tebboune sur la conduite de l'action diplomatique de l'Algérie, édictées lors du dernier Conseil des ministres, traduisent une volonté de redonner un souffle nouveau à l'appareil diplomatique algérien. D'où cette propension à intensifier son déploiement à la faveur des contacts et concertations avec plusieurs pays, traduisant son attachement à jouer pleinement son rôle sur les plans régional et international.

P.p 3-24

DKnews



Le Président Tebboune reçoit Mevlut Cavusoglu, ministre turc des Affaires étrangères

### COMMERCE EXTÉRIEUR

**Hausse du déficit commercial de l'Algérie à 5,75 mds de dollars sur les onze premiers mois 2019**

P. 4

IMPÔT FORFAITAIRE UNIQUE :

**Révision du seuil d'éligibilité et exclusion des personnes morales**

P. 4

FISCALITÉ

**Le FCE propose l'introduction d'allègements fiscaux dans le cadre d'une LFC 2020**

P. 3

### SANTÉ

ANTIBIOTIQUES

**C'est vrai tout ce qu'on en dit ?**

P.p 12-13

### FOOTBALL

LIGUE 1 (MISE À JOUR):

**Le MCA à un pas du titre honorifique de champion d'hiver**

P. 21



Ph.: Archives

INTERNET

**Facebook veut limiter les deepfakes**

P. 17

### MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**2 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à Blida et M'sila**

P. 24

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### Les inscriptions dans tous les établissements ouvertes jusqu'au 15 février

Les inscriptions au niveau de tous les établissements de formation professionnelle sont ouvertes jusqu'au 15 février prochain, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Les inscriptions sont également ouvertes sur le site web

du ministère: [www.mfep.gov.dz](http://www.mfep.gov.dz), a précisé la même source, ajoutant que les journées de sélection et d'orientation sont fixées pour les 16,17 et 18 février prochains.

La rentrée officielle est prévue pour le 23 février prochain, a relevé la même source.



## FÊTES - YENAYER

### La journée du dimanche 12 janvier 2020 chômée et payée (Fonction publique)



La journée du dimanche 12 janvier 2020, coïncidant avec le 1er jour de l'an Amazigh (Yenayer), sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, a indiqué hier un communiqué commun de la direction générale de la Fonction publique, et du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

"A l'occasion d'Amenzu n Yenayer, jour de l'an Amazigh et conformément à la loi n 63-278 du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales, la journée du dimanche 12 janvier 2020 est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", précise le communiqué.

Toutefois, "les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités, sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", souligne la même source.

## GAZ-FINANCEMENT

### Plus de 4 milliards DA débloqués pour le raccordement de 7 communes de Médéa en gaz naturel (wali)



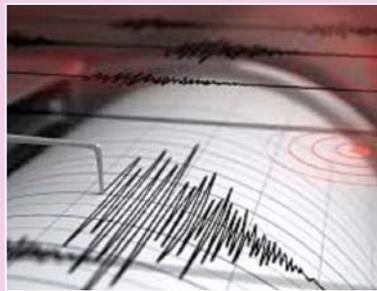
Une dotation financière de l'ordre de 4,75 milliards DA a été débloquée pour le financement des travaux de raccordement de sept communes supplémentaires de la wilaya de Médéa en gaz naturel, a annoncé lundi soir le wali lors de sa visite dans la daïra de Tablat, au nord-est de Médéa.

Cette enveloppe financière permettra le raccordement, avant la fin de l'année 2020, de pas moins de 8.233 foyers, ventilés à travers les communes de Si-Mahdjoub, Ouled-Bouaachra, Hannacha, Bouaichoune, Zoubiria, Sidi-Ziane et Robeia, a indiqué le chef de l'exécutif, Abas Badaoui, en marge de la mise en service du réseau de raccordement en gaz naturel au profit de 128 foyers de la commune d'El-Haoudine (daïra de Tablat).

Il a révélé, en outre, que les travaux sont en cours pour le raccordement de cinq autres localités, en l'occurrence Tablat, Baata, El-Aissaouia, Mezghena et Sidi-Rabeia (daïra de Beni-Slimane), précisant que le réseau alimentant les dites localités, dont les travaux enrégistent un taux d'avancement de 90 %, devrait être opérationnel, à partir du 2<sup>e</sup> semestre de l'année 2020.

## SELON LE CRAAG

### Séisme de 3 degrés dans la wilaya de Aïn Temouchent



Une secousse tellurique d'une magnitude de 3 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée lundi à 22h35 dans la wilaya de Aïn Temouchent, a indiqué le centre de Recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

L'épicentre du séisme a été localisé à 13 km au sud-ouest de Ouled-Boudjmâa (Aïn Temouchent), précise le CRAAG.

## MOSTAGANEM

### Suspension des présidents d'APC de Sirat et Khadra pour poursuites judiciaires



Le wali de Mostaganem, Mohamed Abdenour Rabhi a mis fin aux fonctions des présidents des APC de Sirat et Khadra pour poursuites judiciaires, a-t-on appris, hier des services de la wilaya. Le directeur de wilaya de la réglementation et affaires générales, Ahmed Daidj Mohamed a indiqué que la décision de suspension de ces deux élus, rendue publique lundi soir, a été prise en application de l'article 43 de la loi 10-11 du code communal.

Il sera procédé ultérieurement à l'installation de deux nouveaux présidents d'APC de Sirat (20 km au sud de Mostaganem) et de Khadra (70 km à l'est), par les chefs de daïras de Bouguirat et de Achaacha respectivement, a annoncé Ahmed Daidj Ahmed.

Pour rappel, huit présidents d'APC de la wilaya de Mostaganem sur un total de 32 ont été remplacés l'année dernière pour démission ou suspension décidée par le wali pour poursuites judiciaires.

## OUM EL-BOUAGHI

### L'association Ibn El-Haythem participera au camping d'astronomie à Ouargla



L'association Ibn El-Haythem pour les sciences et l'astronomie dont le siège est à Ain Fakroun (Oum El Bouaghi) participera demain à la deuxième édition du camping d'astronomie "Ethouria" à Ouargla, a-t-on appris hier de son président, Zineddine Zeroual.

Ce camping de jeunes de trois jours est organisé par la Direction de la jeunesse et sports et l'Office des établissements de jeunes (Odej) avec le concours de l'association Ibn El-Haythem d'Oum El Bouaghi et l'association des jeunes innovateurs d'Alger.

La manifestation sera notamment consacrée à l'observation de l'éclipse pénombrale de lune du 10 janvier (vendredi prochain) dans la région Hassi Ben Abdallah dans la wilaya d'Ouargla, a précisé la même source.

Ce regroupement réunira plusieurs associations et clubs d'astronomie ainsi que le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

Il donnera lieu à des ateliers sur l'astronomie et des conférences qui seront animées par des spécialistes, est-il précisé.

La participation à l'organisation de camping d'astronomie vise à diffuser la conscience scientifique et la culture astronomique parmi les jeunes et leur permettre d'accéder à des connaissances exactes et précises sur l'astronomie, a souligné M. Zeroual.

## JIJEL

### Le directeur de l'hôpital de Taher en détention provisoire pour des affaires de corruption

Le juge d'instruction du tribunal de Taher, dans la wilaya de Jijel, a ordonné lundi la mise en détention provisoire de l'actuel directeur de l'hôpital Said Medjdoub de Taher pour son implication dans des affaires de corruption, a-t-on appris hier de source judiciaire.

La même source a précisé que plusieurs chefs d'accusations sont portés à l'encontre de l'actuel directeur de l'hôpital de Taher, dont la "conclusion de transactions suspectes", ajoutant que "le mis en cause a été témoin de faits de corruption ayant secouru cet hôpital et fait récemment l'objet de l'ouverture d'enquêtes, avant de se retrouver par la suite accusé".

Selon la même source, le directeur de cet établissement de santé a été convoqué comme témoin en sa qualité de cadre au sein de cet hôpital au moment des faits de corruption, soulignant qu'"après avoir étudié en profondeur le dossier, l'implication de l'accusé, nommé par la suite à la tête de cette infrastructure, est devenue évidente".

A noter que plusieurs cadres de l'hôpital de Taher sont également impliqués dans ces affaires de corruption.



## DIPLOMATIE

## Déploiement de la diplomatie algérienne pour un rôle régional et international

La diplomatie algérienne a intensifié son déploiement à la faveur des contacts et concertations avec plusieurs pays, réaffirmant son attachement à jouer pleinement son rôle sur les plans régional et international, ont relevé lundi des observateurs.

Dans un contexte particulier marqué par d'importants développements régionaux et internationaux, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum s'est entretenu récemment avec le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, ainsi qu'avec nombre de ses homologues étrangers.

Il s'agit notamment d'entretiens téléphoniques avec les ministres des Affaires étrangères d'Égypte, Sameh Choukri, des Emirats arabes unis, Cheikh Abdallah ben Zayed Al Nahyane, de France, Jean-Yves Le Drian, du Mali, Tiébilé Dramé, du Niger, Kalla Ankourao et du Tchad, Mahamat Zene Cherif.

Les actions de la diplomatie algérienne sont inspirées, estime-t-on des observateurs, de la doctrine rappelée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a réaffirmé lors du Conseil des ministres que l'Algérie s'oppose «fermement» à toute tentative d'ingérence dans ses affaires nationales, réitérant «des principes sous-tendant ses engagements en faveur de la paix et de la sécurité dans notre région et à travers le monde».

A travers une telle orientation, souligne-t-on, l'Etat algérien reste attaché à ses traditions et son rôle sur les plans régional et international reposant sur une présence constante dans le concert des nations, tout en s'engageant en faveur de la paix et de la sécurité.

Refusant également toute

immixtion dans les affaires des autres pays, l'Algérie réitère, en outre, son soutien constant aux causes justes, tout en suivant de près la situation dans la région et dans le monde, ce qui fut d'ailleurs l'un des plusieurs points abordés par le Président Tebboune, qui a reçu un appel téléphonique de la Chancelière allemande, Angela Merkel.

Les deux parties ont «passé en revue le développement des relations bilatérales convenant de leur donner un nouveau souffle dans divers domaines, particulièrement le domaine économique», a indiqué la présidence de la République dans un communiqué, soulignant qu'au «plan extérieur, le Président de la République et la Chancelière allemande ont procédé à un échange d'analyses sur la situation en Libye et les perspectives d'instauration de la paix dans ce pays frère».

Le Président Tebboune et la Chancelière Merkel ont noté, à ce titre, «une convergence des vues concernant l'impératif de trouver une solution politique à la crise libyenne, cesser le conflit armé et mettre un terme aux ingérences militaires étrangères».

A ce propos, «Mme Merkel a adressé officiellement une invitation à l'Algérie en vue d'assister à la Conférence internationale sur la Libye prévue à Berlin», ajoute le communiqué de la présidence de la République.

La Chancelière allemande a également adressé une invi-



tation au Président de la République, M. Tebboune, pour effectuer une visite officielle en Allemagne, a noté la même source, relevant que cette invitation a été acceptée par le Président de la République, la date de cette visite devant être arrêtée ultérieurement d'un commun accord.

S'attachant, par ailleurs, à sa conviction de ne pas dévier de ses devoirs de solidarité et de bon voisinage, l'Algérie a été aujourd'hui l'hôte de hauts responsables libyens à leur tête le Président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, Fayez El-Serraj, qui effectue une visite à Alger à la tête d'une importante délégation.

D'ailleurs, le Président de la République a, avant cette visite, mis en avant l'importance de «tirer les principaux

enseignements au plan stratégique afin de mieux anticiper les répercussions de la détérioration de la situation sécuritaire dans la région sur notre sécurité nationale».

La visite de la délégation libyenne a été mise à profit pour se concerter avec «les frères libyens et d'échanger les vues sur l'aggravation de la situation en Libye et explorer les voies susceptibles de surpasser cette conjoncture difficile».

«Notre diplomatie doit montrer au monde l'image de la nouvelle Algérie, une Algérie confiante en elle, en ses capacités et en son avenir, une Algérie fière de son passé et de ses réalisations et consciente des difficultés auxquelles elle est confrontée tout en étant déterminée à les surmonter», a notamment indiqué le Président Tebboune, la veille, lors du Conseil des ministres.

ALGÉRIE-TURQUIE  
M. Boukadoum s'entretient à Alger avec son homologue turc

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum s'est entretenu hier à Alger avec le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu. Les entretiens entre M. Boukadoum et son homologue turc ont été ensuite élargis aux membres des délégations des deux pays.

Les questions régionales et internationales d'actualité ont été évoquées par les deux parties. Les questions économiques, notamment le renforcement de l'investissement, ont été au centre des discussions entre les deux ministres. M. Mevlut Cavusoglu est arrivé, lundi soir à Alger, pour une visite de deux jours.

## Le MAE turc entame une visite de deux jours en Algérie

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a entamé lundi une visite de deux jours en Algérie, axée essentiellement sur les derniers développements de la situation en Libye, indique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Au cours de cette visite, M. Cavusoglu aura des entretiens avec son homologue algérien, Sabri Boukadoum, «qui porteront essentiellement sur les derniers développements de la situation en Libye et les moyens à mettre en œuvre pour transcender la crise actuelle et faire éviter les conséquences lourdes d'une aggravation de la situation pour le peuple libyen frère, mais aussi pour les pays du voisinage et tout l'espace méditerranéen et africain et même au-delà», précise la même source.

Les deux ministres passeront également en revue «l'état des relations bilatérales et les moyens de leur donner davantage d'impulsion dans tous les domaines», ajoute le communiqué.

## Fin de fonctions du directeur général de l'EPTV et du P-dg de l'ANEP

Les services du Premier ministre ont annoncé hier qu'il a été mis fin aux fonctions du Directeur général de l'Entreprise publique de Télévision (EPTV), Salim Rebahi, et du P-dg de l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP), Mounir Hemaïdia.

«Il a été mis fin, ce jour, aux fonctions de Directeur général de l'Entreprise publique de Télévision (EPTV) et de Président-Directeur général de l'Agence nationale d'édition et de publicité (ANEP) exercées, respectivement, par MM. Salim Rebahi et Mounir Hemaïdia», ont précisé les services du Premier ministre dans un communiqué.

APAS

## FISCALITÉ

## Le FCE propose l'introduction d'allègements fiscaux dans le cadre d'une LFC 2020

Le Président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Mohamed Samy Agli, a proposé hier au gouvernement d'introduire des mesures d'allègement fiscal au profit des entreprises dans le cadre d'une loi de finances complémentaire pour l'année en cours.

«Nous espérons que la loi de finances 2020 sera modifiée par une loi de finances complémentaire qui doit traduire la volonté politique actuelle et les engagements du président notamment ceux en relation avec l'allègement fiscal et la suppression de la TAP», a déclaré M. Agli à la presse en marge d'une rencontre organisée par le FCE sur les dispositions de la loi de finances 2020.

De telles mesures d'allègement permettraient, poursuit-il, de «capoter le marché informel qui représente une concurrence déloyale et un facteur de déstabilisation pour l'entreprise, et de prendre une charge une préoccupation majeure des entreprises en difficulté en raison du ralentissement de l'économie nationale».

«Nous (FCE) poussons toujours les chefs d'entreprises à adhérer à une démarche de civisme fiscal mais nous demandons par contre que le système de fiscalité soit adapté à la réalité économique», a-t-il soutenu. Les entreprises doivent, par ailleurs, obtenir une «contrepartie concrète» pour les impôts et taxes

qu'ils payent, notamment en matière de services et d'infrastructures, a encore noté M. Agli citant, à titre d'exemple, la TAP qui alimente les communes alors que beaucoup d'opérateurs souffrent du manque des équipements nécessaires pour leurs activités (routes, alimentation en gaz et eau...).

Lors de cette rencontre, plusieurs experts et chefs d'entreprises ont plaidé pour la refonte du système fiscal algérien qui encourage -selon eux- l'économie informelle.

«Notre modèle fiscal est décourageant pour les entreprises. En cumulant les différents taxes et impôts, plus de la moitié de leurs revenus est prise», regrette le directeur général adjoint de la société SATEREX, spécialisée dans la fabrication de produits électroniques, électroménagers, et mobiles, M. Djamel Guidoum, qui estime que cette situation a créé une «frustration» dans le milieu des affaires par rapport aux impôts.

De son côté, le président de l'Association nationale des conseillers fiscaux, Boubekeur Sellami, a souligné la nécessité de réformer la relation entre le contribuable et l'administration fiscale.

Evoquant les nouvelles dispositions de la loi de finances 2020, il a estimé que le système fiscal demeure marqué par l'instabilité des textes. Selon lui, les taux ap-

pliqués sur les professions non commerciales, qui relèvent désormais du régime d'imposition d'après le bénéfice réel, sont «très lourds» et «décourageants».

L'expert en économie, Abderrahmane Benkhalfa, a appelé quant à lui, à mener «un travail de fond» pour que le système fiscal soit au profit des entreprises transparentes.

Concernant les dispositions de la nouvelle loi de finances, il a salué les exonérations destinées aux startups et aux PME, mais il a prôné des mesures incitatives pour les grandes entreprises: «Encourager les startups c'est bien, mais il faut savoir qu'elles ne peuvent vivre qu'à l'ombre des Big corporates».

Rappelant que la loi de finances 2020 a été élaborée dans un contexte exceptionnel, M. Benkhalfa a, de son côté, mis l'accent sur l'importance de promulguer une loi complémentaire pour drainer des nouvelles ressources financières.

«La LF2020 est une loi de transition, élaborée afin d'éviter des situations ingérables, mais elle prévoit un déficit budgétaire difficile à gérer, notamment avec un faible taux de croissance», a-t-il ajouté.

L'expert propose, dans ce sens, de recourir à l'emprunt obligatoire et l'inclusion fiscale, tout en traçant une stratégie de sortie de la dépendance à la commande publique.

## IMPÔT FORFAITAIRE UNIQUE : Révision du seuil d'éligibilité et exclusion des personnes morales

La Direction générale des Impôts (DGI) a rappelé lundi les modifications apportées au régime de l'impôt forfaitaire unique (IFU), en vertu de la Loi de finances 2020, notamment la révision du seuil d'éligibilité à ce régime dont le champ d'application exclut désormais les personnes morales.

«La Loi de finances pour 2020 a modifié les dispositions de l'article 282 du Code des impôts directs et taxes assimilées (CIDTA), relatives au seuil d'éligibilité à l'IFU, en fixant ce dernier à 15.000.000 DA au lieu de 30.000.000 DA», a expliqué la DGI dans un communiqué.

Par conséquent, à compter du 1er janvier en cours, les personnes physiques réalisant un chiffre d'affaires n'excédant pas 15.000.000 DA seront soumises au régime de l'IFU, à l'exception des personnes ayant opté pour le régime d'imposition d'après le bénéfice réel.

En outre, les personnes morales sont exclues désormais du champ d'application de l'IFU et relèvent obligatoirement du régime d'imposition d'après le bénéfice réel.

«En vertu des nouvelles dispositions de l'article 282 ter du CIDTA, le champ d'application de l'IFU est restreint aux seules personnes physiques», souligne la DGI.

Par ailleurs, certaines activités sont systématiquement exclues du régime de l'IFU, quel que soit le chiffre d'affaires qu'elles génèrent, et relèvent impérativement du régime d'imposition d'après le bénéfice réel.

Il s'agit des activités de promotion immobilière et de lotissement de terrains, les professions libérales, les activités d'importation de biens et marchandises destinés à la vente en l'état, d'achat et de vente en l'état exercés dans les conditions de gros, les activités exercées par les concessionnaires, les cliniques et établissements privés de santé, ainsi que les laboratoires d'analyses médicales.

L'exclusion concerne également les activités de restauration et d'hôtellerie classées, les affineurs et les recycleurs, des métaux précieux, les fabricants et les marchands d'ouvrages d'or et de platine et des activités de travaux publics, hydrauliques et de bâtiments.

La DGI souligne que les contribuables soumis à l'IFU sont tenus de souscrire, avant le 1er février de chaque année, une déclaration spéciale dont le modèle est fourni par l'administration fiscale.

Concernant le mode d'établissement de l'IFU, il se fera suivant une procédure contradictoire pour une période biennale.

Sur le plan administratif, la direction précise que les dossiers des contribuables, gérés par les Centres de proximité des Impôts (CPI), ne remplissant plus les conditions d'éligibilité à l'IFU seront transférés aux Centres des impôts (CDI) territorialement compétents ou, à défaut, à l'Inspection des impôts compétente, auprès desquels ils doivent accomplir leurs obligations déclaratives et s'acquitter des impôts et taxes dus.

S'agissant de leurs obligations fiscales relatives à l'exercice 2019, au titre de l'IFU complémentaire et de l'IRG salaires relatif au 4ème trimestre 2019, ces contribuables sont tenus de les accomplir auprès de l'ancienne structure de rattachement (Centre de proximité des impôts ou recette des impôts).

Les professions non commerciales soumises au régime du bénéfice réel Le communiqué de la DGI rappelle, par ailleurs, les modifications au régime fiscal applicable aux contribuables exerçant des professions non commerciales, conformément aux nouvelles dispositions de la Loi de Finances 2020.

En effet, à compter du 1er janvier de l'année 2020, ces contribuables relèveront obligatoirement du régime d'imposition d'après le bénéfice réel avec la réintroduction du régime de la déclaration contrôlée, en ce qui concerne la détermination des bénéfices imposables à l'IRG dans la catégorie des bénéfices non commerciaux (IRG/BNC).

Le régime fiscal applicable aux professions non commerciales comprend notamment l'IRG/Bénéfices non commerciaux au taux proportionnel de 26%, libératoire d'impôt, la Taxe sur l'activité professionnelle (TAP), au taux de 2% sur les recettes professionnelles et la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux de 09% ou 19%, en fonction de la profession exercée.

Sont considérés comme provenant de l'exercice d'une profession non commerciale ou comme revenus assimilés à des bénéfices non commerciaux, note la DGI, les bénéfices des professions libérales, les charges et offices dont les titulaires n'ont pas la qualité de commerçant, les bénéfices issus de toutes occupations, exploitations lucratives et sources de profits ne se rattachant pas à une autre catégorie de bénéfices ou de revenus ainsi que les produits de droits d'auteurs perçus par les écrivains ou compositeurs et par leurs héritiers ou légataires.

Les produits réalisés par les inventeurs, soit au titre de la concession de licences d'exploitation de leurs brevets, soit de la cession ou concession de marques de fabrique ainsi que les procédés ou formules de fabrications figurent également parmi les professions non commerciales.

Les contribuables exerçant des professions libérales sont soumis, à compter du 1er janvier, au régime de la déclaration contrôlée et sont, par conséquent, tenus au respect des obligations de souscription mensuellement un bordereau avis de versement (déclaration de souscription G N 50), au plus tard le 20 du mois qui suit celui de la réalisation des recettes professionnelles, faisant ressortir le montant des recettes professionnelles réalisées et s'acquitter des droits correspondants en matière de la TVA et de la TAP.

Cette déclaration mensuelle doit également comprendre le montant total des salaires versés et des retenues opérées au titre de l'IRG/salaires.

Il sont aussi tenus de souscrire, au plus tard le 30 avril de chaque année, une déclaration mentionnant le montant exact de leur bénéfice net, déterminé suivant le régime de la déclaration contrôlée, appuyée de toutes les pièces justificatives nécessaires.

Ce bénéfice net, imposable à l'impôt sur le Revenu Global dans la catégorie des Bénéfices non Commerciaux, est constitué par l'excédent des recettes totales sur les dépenses nécessitées par l'exercice de la profession.

Les contribuables exerçant des professions non commerciales ne sont pas astreints à la tenue d'une comptabilité régulière, souligne la DGI. Toutefois, ils doivent tenir un livre journal, coté et paraphé par les services gestionnaires, retraçant le détail de leurs recettes et de leurs dépenses professionnelles.

A compter du 1er janvier, les contribuables exerçant des professions libérales seront gérés par le Centre des impôts (CDI) de rattachement ou, à défaut, par l'Inspection des impôts territorialement compétente, auprès desquels ils doivent accomplir leurs obligations déclaratives et s'acquitter des impôts et taxes dus, souligne la DGI.

S'agissant de leurs obligations fiscales relatives à l'exercice 2019, au titre de l'IFU complémentaire et de l'IRG salaires relatif au 4ème trimestre 2019, ces contribuables sont tenus de les accomplir auprès de l'ancienne structure de rattachement (Centre de Proximité des impôts ou recette des impôts), note encore le communiqué de l'administration fiscale.

APS

## COMMERCE EXTÉRIEUR Hausse du déficit commercial de l'Algérie à 5,75 mds de dollars sur les onze premiers mois 2019 (Douanes)

La balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 5,75 milliards de dollars durant les onze premiers mois de 2019, contre un déficit de 3,88 milliards de dollars à la même période en 2018, soit une hausse de 48%, a appris l'APS auprès de la direction générale des Douanes (DGD).

Les exportations algériennes ont atteint près de 32,62 milliards de dollars (mds usd) sur les onze premiers mois 2019, contre 38,12 mds usd à la même période de l'année dernière, soit une baisse de 14,44%, indiquent les statistiques provisoires de la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD).

Les importations ont, pour leur part, atteint 38,37 mds usd, contre 42 mds usd, enregistrant également une baisse de 8,66%.

De janvier à novembre derniers, les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 85,01%, contre 90,76% à la même période de l'année précédente.

Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger durant les onze premiers mois de l'année dernière, soit 92,76% du volume global des exportations, en s'établissant à 30,25 mds usd, contre près de 35,45 mds usd, à la même période 2018, en baisse de 14,65%.

Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec près de 2,36 mds usd, ce qui représente 7,24% du volume global des exportations, contre 2,67 mds usd à la même période en 2018, en baisse de 11,70%, précisent les données de la DEP.

Les exportations hors hydrocarbures étaient composées des demi-produits, avec 1,78 mds usd, contre près de 2,13 mds usd, en baisse de 16,31%, des biens alimentaires avec 380,46 millions usd contre 342,81 millions usd, en hausse de 11%, des biens d'équipement industriels avec 79,07 millions usd contre 84,72 millions usd, en baisse de 6,68%.

Ces exportations étaient aussi composées de produits bruts avec 87,39 millions usd, contre 88,11 millions (baisse de 0,81%), des biens de consommation (non alimentaires) avec 34,17 millions usd, contre 31,21 millions usd (hausse de 9,46%) et enfin des biens d'équipements agricoles avec 250,000 usd, contre 300,000 millions usd (baisse de 15,42%).

### Importations: recul de plus de 8%

Pour ce qui est des importations, cinq groupes de produits sur les sept que contient la structure des importations ont poursuivi leur tendance baissière durant les onze premiers mois de 2019 et par rapport à la même période de l'année d'avant, soit une situation similaire à celle déjà enregistrée durant les neuf mois de la même année.

En effet, les biens d'équipement

industriels, qui ont représenté près de 32% de la structure des importations les onze mois 2019, pour totaliser 12,24 mds usd contre 14,87 mds usd à la même période de comparaison, reculant de 17,68%.

Les biens alimentaires, dont les importations se sont chiffrées à près de 7,32 mds usd contre 7,86 mds usd, enregistrant ainsi une baisse de 6,94%, selon les Douanes.

La même tendance a été enregistrée pour les biens d'équipements agricoles qui ont totalisé 432,13 millions usd, contre 514,69 millions usd (-16,04%) et enfin les biens de consommation (non alimentaires) avec 5,95 mds usd, contre 6,14 mds usd (-3,03%).

En revanche, deux groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses durant la période de comparaison déjà citée.

Il s'agit du groupe énergie et lubrifiants (carburants) qui a connu une hausse de 13,84%, en s'établissant à 1,14 mds usd, contre 1 md usd et des produits brut qui ont, également, augmenté de 1,70% pour atteindre 1,79 md usd, contre 1,76 md usd.

### La France 1er client, la Chine 4e fournisseur

Concernant les partenaires commerciaux de l'Algérie, durant les onze mois de 2019, la France reste le 1er client de l'Algérie et la Chine maintient toujours sa place de 4e fournisseur.

Durant les onze premiers mois 2019, les cinq premiers clients du pays ont représenté près de 57,40% des exportations algériennes.

A ce titre, la France, maintient sa place de principal client du pays avec près de 4,62 mds usd, (14,16% du montant global des exportations algériennes), en hausse de 0,47%, suivie de l'Italie avec 4,3 mds usd (13,19%), l'Espagne avec 3,58 mds usd (10,98%), les Etats-Unis avec 2,18 md usd (6,71%) et la Turquie avec 2,01 md usd (6,18%).

En ce qui concerne les principaux fournisseurs de l'Algérie, les cinq premiers ont représenté 50,60% des importations algériennes de janvier à novembre derniers.

Les cinq principaux fournisseurs de l'Algérie sont: la Chine qui maintient toujours sa première place avec 7,11 mds usd (18,55% des importations algériennes globales), suivie de la France avec 3,87 mds usd (10,09%), de l'Italie avec 3,06 mds usd (7,98%), l'Espagne avec 2,71 mds usd (7,06%) et de l'Allemagne avec 2,65 mds usd (6,92%).



## Les principaux fournisseurs de l'Algérie durant les onze premiers mois de 2019

Voici la liste des principaux fournisseurs de l'Algérie et le montant des importations effectuées auprès de ces pays durant les onze premiers mois de 2019, ainsi qu'une comparaison avec les importations enregistrées au cours de la même période de 2018. Source: Direction des Etudes et de la Prospective des Douanes (DEPD).

Pays	Valeur (Millions de dollars)	Evolution
-Chine	7.116	+0,50%
-France	3.873	-9,25%
-Italie	3.060	-8,59%
-Espagne	2.709	-15,19%
-Allemagne	2.657	-7,14%
-Turquie	2.049	-2,59%
-Argentine	1.603	-8,78%
-USA	1.292	-15,09%
-Brésil	1.033	-8,32%
-Inde	914	-22,51%
-Sud-Corée	790	-29,55%
-A-Saoudite	573	-12,12%
-Egypte	533	+6,50%
-Canada	527	+20,39%
-Pologne	509	-10,51%

Reste du monde (184 pays): 9.127,03  
TOTAL: 38.372,29

## Les principaux clients de l'Algérie durant les onze premiers mois 2019

Voici la liste des principaux clients de l'Algérie et le montant des exportations algériennes vers chaque pays durant les onze premiers mois de 2019, ainsi que l'évolution des exportations algériennes (hausse ou baisse) vers ces pays par rapport à la même période de 2018. Source: Direction des Etudes et de la Prospective des Douanes (DEPD).

Pays	Valeur (Millions de dollars)	Evolution
- France	4.619	+0,47%
- Italie	4.303	-20,38%
- Espagne	3.580	-20,87%
- USA	2.187	-41,32%
- Turquie	2.015	-1,56%
- Gde Bretagne	2.011	-19,55%
- Chine	1.570	+31,05%
- Inde	1.440	-1,17%
- Pays-Bas	1.383	-27,91%
- Corée du Sud	1.292	+14,97%
- Tunisie	1.168	+35,13%
- Brésil	1.136	-44,97%
- Belgique	737,83	-37,17%
- Portugal	719,28	-36,66%
- Singapour	535,71	+183,29%

Reste du monde (141 pays) 3.916,16  
TOTAL 32.618,96

## STARTUPS:

### Vers des formations hybrides incluant l'ingénierie et le management

Des formations «hybrides» destinées aux ingénieurs et aux managers d'entreprises sont en cours de préparation afin de permettre l'émergence de start-ups en Algérie au sein de hubs technologiques, a indiqué hier à Tipasa le directeur général de l'École supérieure de Commerce (ESC), Kamel Boussaïfi.

«L'ESC va engager de nouvelles formations correspondant au programme du gouvernement», a fait savoir le même responsable lors de la signature d'une convention-cadre entre l'ESC et la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI).

M. Boussaïfi a précisé que l'école supérieure basée dans la commune de Kolea (wilaya de Tipasa) compte lancer des formations «hybrides» en collaboration avec des établissements de formations techniques (ingénierie) pour contribuer à bâtir des hubs technologiques dans le cadre d'une nouvelle économie. «A partir de 2020, le monde va

entrer de plein pied dans une nouvelle économie basée sur un élément principal, celui de l'intelligence artificielle, incluant les Big-data», a expliqué M. Boussaïfi.

Il a ainsi noté le manque de connaissances en gestion d'entreprise pour l'ingénieur malgré son expertise technique, relevant l'intérêt pour celui-ci d'être associé au manager formé par l'ESC «afin de bâtir les start-ups de demain».

Dans ce cadre, le premier responsable de l'ESC a fait observer l'intérêt de s'orienter vers une formation en accord avec les besoins du marché, d'un côté, et avec le programme tracé par le président de la République, notamment concernant la formation des managers de startups.

«Les startups ont besoin de cadres dirigeants formés à la création et à la gestion d'entreprises», a-t-il estimé.

Par ailleurs, le directeur de l'ESC a rappelé que cet établissement proposait des forma-

tions académiques et des formations continues.

«Concernant la formation académique, nous accueillons les meilleurs bacheliers du pays, ce qui nous confère l'importante responsabilité de former ces étudiants, leur permettant d'intégrer l'économie nationale», a-t-il estimé.

Quant la formation continue, M. Boussaïfi a fait savoir que l'ESC ambitionnait de lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de la collaboration avec l'environnement économique à travers la convention-cadre signée mardi avec la CACI ainsi que d'autres conventions signées avec des organismes financiers et d'autres en cours de réalisation.

«Nous travaillons avec la Fédération algérienne de Football (FAF) afin de former les managers du sport et avec les cadres de Sonelgaz pour former des membres de l'administration dans la gestion du secteur de l'électricité et du gaz», a-t-il ajouté.

## COMMERCE

## La CACI et l'Ecole supérieure de Commerce signent une convention pour la formation en post-graduation spécialisée

La Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) et l'Ecole supérieure de Commerce (ESC) ont signé hier à Tipasa une convention-cadre de formation mutuelle d'étudiants et de cadres en post-graduation spécialisée (PGS), dans le cadre du rapprochement entre le monde universitaire et le secteur économique.

Paraphée par le directeur général de l'ESC, Kamel Boussafi, et la directrice générale de la CACI, Wahiba Bahloul, cette convention-cadre permettra d'organiser un ensemble de sessions de formation et de coaching d'étudiants de l'école mais aussi de cadres d'entreprises affiliées à la CACI dans le cadre des formations en post-graduation spécialisée, ont fait savoir les représentants des deux organismes lors de la cérémonie de signature.

Selon Mme Bahloul, cette convention va permettre à la CACI de bénéficier des expertises dont dispose l'ESC, et de répondre aux évolutions économiques actuelles portées notamment par les nouvelles orientations du gouvernement.

«Nous voulons aller vers les formations spécialisées aux métiers», a-t-elle insisté, précisant que cette convention représentait une bonne opportunité pour la CACI sur le moyen et le long terme «avec l'objectif de préparer les futurs managers de l'industrie».

«Le cœur de métier de la CACI est la formation. Nous formons actuellement 1.878 étudiants de différentes



spécialités allant du technicien supérieur au Master et à la post-graduation spécialisée», a indiqué la même responsable. Pour sa part, M. Boussafi a estimé que cette coopération constitue

une réelle opportunité pour l'ESC sachant que la CACI représente l'un des plus importants pôles de formation du pays s'agissant de formation de cadres supérieurs et d'agents d'exécution.

«C'est aussi une opportunité pour la CACI de former des cadres pour l'obtention de diplômes supérieurs reconnus par le ministère de tutelle», a souligné le directeur général de l'ESC.

## DISPOSITIF ANGENM À CHLEF :

## Plus de 600 projets de femmes rurales et au foyer financés en 2019

L'annexe de Chlef relevant de l'Agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM) a financé plus de 600 projets portés par des femmes rurales et au foyer, durant l'année 2019, a-t-on appris, hier, auprès des services de cette structure.

«En 2019, nous avons financé un total de 615 projets de femmes rurales et au foyer, dédiés à l'artisanat, l'agriculture et la micro industrie», a indiqué, à l'APS, la responsable locale de l'ANGEM, Zina Mahdi. Ce chiffre est en «hausse» comparativement au nombre de projets financés en 2018, qui était de 464, a-t-elle dit, estimant que «cet un indice positif reflète l'intérêt croissant de la femme au monde de l'entreprenariat et de la P/ME». Pour Mme Mahdi,

cette hausse est le résultat des campagnes d'information et de sensibilisation initiées par ses services, à ce sujet, parallèlement aux multiples expositions et foires qui font la part belle aux réalisations des artisanes amatrices et autres diplômées de la formation professionnelle.

«La concrétisation de ces projets a permis la création de près de 950 emplois, tout en contribuant à la relance de divers métiers artisanaux réputés dans la région, dont la confection des habits traditionnels et des œuvres d'art et la gastronomie traditionnelle», a, encore, signalé la même responsable.

Elle a, aussi, souligné l'accompagnement assuré par ses services au profit de 300 porteurs de projets

ANGEM, ayant bénéficié de sessions de formation dans les domaines de la finance et de la gestion d'entreprise. Le dispositif ANGENM offre l'opportunité à toute personne âgée de 18 ans et plus de bénéficier d'un crédit destiné au montage d'un projet, suivant trois formules de financement, la première dotée d'un crédit d'un montant de pas plus de 40.000 da, destiné à l'acquisition de matières premières, la 2ème d'un montant entre 40.001 et 100.000 da également destiné à l'acquisition de matières premières, et la 3ème formule, dite de financement triangulaire, englobant l'agence, la banque et le promoteur du projet, dotée d'un crédit de pas plus d'un million de da.

## FORUM ADRAR-2020 :

## Les start-up, véritable investissement pour l'économie moderne et numérique

Les start-up représentent aujourd'hui un «véritable» challenge pour l'économie moderne et numérique, ont souligné lundi les participants à un atelier de formation sur les modalités de montage de start-up innovantes, dans le cadre du «Forum Adrar-2020». Les jeunes participant à cet atelier, qui a eu pour cadre la bibliothèque principale d'Adrar, ont estimé «fructueuses» les orientations prodiguées par les encadreurs de la rencontre concernant les modalités de réussite de ces entités, qui constituent un véritable «challenge» pour les systèmes économiques modernes, numériques et performants, adoptés par de nombreux pays du monde.

Pour le jeune Réda Halawa, «adopter cette orientation permettra de mettre le développement sur de bons rails et de lutter contre les mentalités passives, démantelant les volontés et idées innovantes des jeunes».

Il a estimé que la démarche permettra également de corriger aussi bien l'orientation et la véritable notion de start-up et ses relations vis-à-vis du marché, basées sur une approche universelle à travers l'exploitation des nouvelles technologies + mal-utilisées +

par certains jeunes, en dépit des moyens financiers conséquents mobilisés par l'Etat pour son impact sur l'économie numérique et l'économie du savoir.

L'étudiante Assia Djebaili a, de son côté, qualifié de fructueux l'atelier, qui lui a permis d'acquérir de nouvelles compétences et de côtoyer des organismes, jusque là méconnus, notamment les modalités de montage d'un projet et les techniques de travail au sein d'un groupe.

Faiza Dada, étudiante également, a elle aussi salué la tenue de cette rencontre qui lui a permis de «relever la différence entre une micro-entreprise classique et la notion moderne de start-up, dont les activités focalisent sur un travail innovant à partir d'une idée en un court laps de temps et à moindre coût».

De son côté, Abdallah Rahmani (enseignant) a indiqué que l'adoption de la stratégie de start-up permettra aux jeunes ayant des idées innovantes de mettre en forme leurs projets, avec notamment l'accompagnement.

Il a, à ce titre, cité des exemples de jeunes n'ayant pas pu concrétiser leurs idées, en dépit de leur intérêt et de

leur faisabilité, faute d'accompagnement. Dans ce contexte, le jeune Abdelfattah Mebarak a déclaré que l'atelier a eu le mérite de clarifier certaines notions, dont la start-up, consistant en l'adoption d'une méthode opérationnelle pour concrétiser une idée et créer un produit profitable à moindre coût et loin du mécanisme classique soutenu par les dispositifs de l'emploi, requérant souvent une période relativement longue pour sa concrétisation.

Le programme de l'atelier de trois jours prévoit, en sus de cours théoriques, des sessions pratiques portant sur l'élaboration de fichiers préliminaires aux projets innovants, la définition des intervenants nécessaires au projet, l'identification des besoins des collectivités locales dans le but de trouver, via les start-up, des solutions opérationnelles intelligentes aux besoins des organismes et opérateurs économiques, a expliqué l'encadreur de l'atelier, le consultant Azzeddine Chibani. L'atelier s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie prônée par les pouvoirs publics et portant création d'organismes et instances d'accueil, d'accompagnement et de financement

des start-up, a-t-il ajouté. La démarche, a-t-il ajouté, traduit une volonté politique de prise en charge des préoccupations des jeunes, leur implication dans le développement de l'économie nationale en leur donnant l'opportunité d'avancer des solutions intelligentes aux diverses exigences du développement local. Organisé sous l'égide de l'Agence nationale de développement de la PME et de la promotion de l'innovation, en coordination avec les services de la wilaya d'Adrar, le forum Adrar-2020 (5-9 janvier), qui regroupe plus de 50 entreprises et organismes, se déroule concomitamment au niveau des galeries «Foggaras» des foires et expositions et la bibliothèque principale de lecture publique d'Adrar. Le programme de la manifestation prévoit aussi deux ateliers de formation au niveau de l'unité de recherche en énergies renouvelables en milieu saharien (URER-MS) sur les modalités de conception d'un modèle innovant et de création et gestion d'une entreprise innovante, ainsi qu'une exposition sur les activités des innovateurs, avec la participation de représentants des dispositifs de soutien et d'accompagnement.

## CAMPAGNE DE CUEILLETTE DES OLIVES À SOUK AHRAS: Production de 42 900 quintaux

Pas moins de 42.900 quintaux d'olives ont été récoltés dans la wilaya de Souk Ahras depuis le début de la campagne de cueillette des olives jusqu'à la fin de la semaine dernière, a indiqué, lundi, le directeur local des services agricoles, Sid Ahmed Chabah.

Sur une superficie totale exploitée de 6.348 ha, 2.400 ha ont été réservés à cette production, a précisé à l'APS, M. Chabah, ajoutant que la campagne de cueillette des olives se poursuivra jusqu'à la fin du mois de février prochain.

La même source a également précisé que la moyenne de production par rapport à la quantité totale, produite à ce jour (42.900 qx), est de l'ordre de 17 qx d'olives par hectare.

La production réalisée comporte 14.300 quintaux d'olives de table et 28.600 quintaux destinés à la production d'huile d'olive qui ont permis d'extraire 486.000 litres d'huile d'olive, selon la même source.

La direction de l'Agriculture prévoit, par ailleurs, qu'à la fin de la campagne de cueillette des olives, fin février prochain, un total de 108.000 qx d'olives seront récoltés, a affirmé le responsable, eu égard aux moyens techniques mobilisés par les agriculteurs et les fortes pluies enregistrées avant la phase de production.

Cela, en plus des campagnes de sensibilisation organisées au profit des agriculteurs de cette filière et les campagnes de vulgarisation agricole organisées par la direction du secteur, en coordination avec l'Institut technique de l'arboriculture fruitière, qui s'est principalement focalisé sur les méthodes de récolte des olives, en passant par le tri jusqu'à l'extraction de l'huile d'olive, a-t-il ajouté.

M. Chabah a fait savoir, à cet effet, que les producteurs d'olives ont commencé à transférer leur production vers 4 pressoirs de la wilaya, dont un moderne entré en service en 2019 dans la commune de Haddada, dans le cadre du crédit «Ettahad», considérant que ces pressoirs «ne sont pas suffisants» compte tenu de la superficie totale des oliviers estimée à 8.318 ha dont 6.348 ha sont en cours de production.

Le responsable du secteur a rappelé, en outre, qu'au cours de la saison agricole 2018-2019, pas moins de 47.757 oliviers ont été plantés dans la wilaya de Souk Ahras sur une superficie de 470 ha.

Les communes frontalières de Lakhadra, Haddada, Ouled Mounem Sons et Sidi Fredj représentent 80% de la superficie totale des olives dans la wilaya de Souk Ahras, a relevé la même source, soutenant que pour développer des variétés d'olives locales et préserver la biodiversité, des permis ont récemment été accordés pour créer trois pépinières à Ouled Driss, M'daourouch et Za'rouria qui viendront s'ajouter à celles de Taoura, Bir Bouhouche et Mechroha.

## BLIDA :

## Création de deux nouvelles zones d'activité en 2019

Le secteur industriel à Blida a été renforcé par la création de deux nouvelles zones d'activité, en 2019, ayant permis l'implantation de nombreux investissements, n'ayant pu être concrétisés, pour cause de déficit en foncier, a-t-on appris hier du directeur de l'industrie de la wilaya.

La création de ces nouvelles zones d'activités, s'inscrit au titre de la stratégie de la wilaya visant la promotion de l'investissement dans chacune de ses communes, ceci d'autant plus que Blida est considérée comme un pôle industriel par excellence, au vu de ses importantes capacités et sa situation géostratégique, a indiqué Lotfi Rezzouk.

La première zone d'activité (13,41 ha) créée à Chiffa, à l'Ouest, est dotée d'une capacité d'accueil de 39 projets, au moment où la zone zeme se trouve dans la région de Sidi Hammad de la commune de Meftah (à l'Est), avec une capacité d'accueil estimée à 48 investissements.

Le directeur de l'industrie de la wilaya, a, d'autre part, signalé la non approbation, à ce jour, du projet de création d'une nouvelle zone industrielle de 280 ha à Ain Romana (à l'Ouest), ainsi que d'une zone d'activité de 108 ha à Oued Djer (à l'Ouest).

Il a cité en cause le classement de ces assiettes en tant que terres agricoles, a-t-il dit, assurant, en outre, qu'un 1/2 grand espoir est fondé sur ce projet pour la couverture de l'importante demande d'investissement exprimée dans la wilaya, qui a recensé, en 2019, pas moins de 2.762 demandes d'investissement émanant de l'intérieur et de l'extérieur de cette région, fortement attractive pour les hommes d'affaires de tout le pays, en raison de sa position géostratégique, qui en fait une zone de transit par excellence, a souligné le même responsable.

Outre les deux zones d'activité créées en 2019, la wilaya de Blida compte trois zones industrielles et six autres zones d'activité.

## BLIDA :

## Entrée en service de l'usine de production d'insuline au premier trimestre de cette année

L'entrée en service de l'usine de production d'insuline (sous forme de solution injectable en stylo pré-rempli, destiné aux diabétiques), sis dans la commune de Boufarik (Nord de Blida), interviendra au premier trimestre de l'année en cours, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur de l'industrie de la wilaya.

Le projet, inscrit dans le cadre d'un partenariat algéro-danois, entre Soidal et les laboratoires Novo Nordisk, connu pour être leader mondial dans le domaine, «est entré récemment en phase expé-

mentale, en perspective de sa mise en service officielle, durant le premier trimestre de cette année», a indiqué, à l'APS, Lotfi Rezzouk.

Il a, en outre, signalé l'inscription de ce nouveau projet, devant contribuer à la «diversification du tissu économique local», a-t-il dit, au titre «de la stratégie du Gouvernement, visant le développement de l'industrie pharmaceutique nationale afin de couvrir le marché national avec un produit fabriqué localement, et partant réduire sa facture d'importation», a-t-il ajouté. Une fois opérationnelle, cette

usine, première du genre à l'échelle de la wilaya (en termes d'activité), devrait assurer près de 150 postes de travail, dont une majorité au profit de diplômés universitaires, outre d'autres emplois indirects, a souligné M. Rezzouk.

Affecté d'une enveloppe de près de huit milliards de DA, ce nouveau complexe de Boufarik, réalisé sur une assiette de trois ha, est doté d'une capacité de production annuelle de 12 millions d'unités d'insuline (sous forme de solution injectable en stylo pré-rempli).

## ZONE EURO

**L'inflation accélère en décembre à 1,3%**

L'inflation en zone euro a accéléré en décembre avec un taux à 1,3%, qui reste néanmoins très en deçà de l'objectif de la BCE, selon une première estimation publiée hier par l'Office européen des statistiques Eurostat. Ce chiffre de 1,3% est totalement en ligne avec les prévisions des analystes interrogés par le fournisseur d'informations financières Factset. En novembre, le taux annuel d'inflation était de 1%. La Banque centrale européenne souhaite maintenir un niveau d'inflation légèrement inférieur à 2%, niveau censé favoriser l'investissement et l'emploi dans les 19 pays de la zone euro. L'inflation sous-jacente (hors énergie dont les produits alimentaires et le tabac, qui exclut par conséquent les produits particulièrement volatils, a en revanche stagné en décembre; 1,3% comme en novembre.

Ce chiffre est conforme à ce qu'attendaient les analystes interrogés par Factset.

S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro: alimentation, alcool et tabac affichent le taux annuel le plus élevé en décembre (2,0%, comparé à 1,9% en novembre), suivi des services (1,8%, comparé à 1,9% en novembre), des biens industriels hors énergie (0,4%, stable comparé à novembre) et de l'énergie (0,2%, comparé à -3,2% en novembre).

## ENERGIE

**L'Australie devient le plus gros exportateur mondial de GNL**

L'Australie est devenue le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), avec 77,5 millions de tonnes (Mt) commercialisés en 2019 sur les marchés internationaux, selon une étude australienne rendue publique lundi.

Ainsi, l'Australie devance le Qatar, premier exportateur mondial de GNL durant les dernières années, qui a produit 75 millions de tonnes en 2019, d'après les données d'EnergyQuest, un cabinet australien indépendant de consulting, spécialisé en énergie. Les exportations australiennes de GNL en 2019 étaient plus que le double de celles des Etats-Unis (34,3 millions de tonnes en 2019 selon les chiffres de l'US Energy Information Administration), l'autre producteur mondial de GNL à croissance rapide.

La production australienne provient des trois hubs de GNL établis à Karratha en Australie occidentale, Gladstone dans le centre du Queensland et Darwin dans le Territoire du Nord qui abrite les projets Ichthys et Darwin LNG. Comparativement à 2018, le total des livraisons de GNL australien en 2019 a augmenté de 11,4%, principalement en raison de la croissance de la production du projet Ichthys, exploité par le géant japonais INPEX. Le directeur général du cabinet EnergyQuest, Graeme Bethune, a souligné que la capacité opérationnelle australienne dépasse largement désormais celles de son rival du Moyen-Orient avec 88 Mt contre 77 Mt pour le Qatar.

«C'est la première fois que l'Australie dépasse les performances mondiales d'exportation de GNL sur une base annuelle», a déclaré le Dr Bethune, cité dans le rapport de EnergyQuest. «Les 10 projets de GNL australiens ont une capacité combinée de 87,8 millions de tonnes.

Mais, avec vu que la capacité totale a été exploitée à 88% en 2019, il reste possible d'augmenter le niveau de production encore plus haut dans le futur», explique-t-il.

Les analystes d'EnergyQuest estiment que les recettes d'exportation totales de GNL pour 2019 s'établissent à 49 milliards de dollars australiens (environ 34 milliards de dollars), contre 43,3 milliards de dollars australiens en 2018 (environ 30 milliards de dollars), et 9,4 milliards de dollars australiens (environ 6,5 milliards de dollars) en 2010, année qui représente le début du boom du développement du GNL australien. Ce cabinet calcule ses données à partir de l'analyse du mouvement des navires commerciaux.

## OMC

**Les restrictions commerciales appliquées par les membres de l'OMC sont à des niveaux historiquement élevés**

Les restrictions commerciales appliquées par les Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) restent à des niveaux historiquement élevés, estime l'OMC.

«Entre mi-octobre 2018 et mi-octobre 2019, le montant des échanges visés par les mesures restrictives à l'importation appliquées par les Membres était estimé à 747 milliards de dollars», souligne un récent rapport de l'OMC sur l'évolution de l'environnement commercial.

Il s'agit du montant le plus élevé enregistré depuis octobre 2012 et représente une augmentation de 27% par rapport au montant enregistré dans le rapport annuel précédent (588 milliards de dollars), poursuit la même source. Le rapport indique que les nouvelles restrictions commerciales et les tensions commerciales croissantes viennent s'ajouter à l'incertitude concernant le commerce international et l'économie mondiale.

«La croissance du commerce mondial a stagné au cours de la période considérée et, le 1er octobre 2019,



l'OMC a révisé à la baisse ses prévisions de croissance du commerce mondial en 2019, les ramenant à 1,2%, soit un niveau inférieur à l'estimation précédente de 2,6% faite en avril», fait observer l'OMC.

Les prévisions devraient se détériorer, notamment en raison de l'augmentation des mesures restrictives pour le

commerce et d'un nouveau ralentissement de la croissance du PIB dans une ou plusieurs grandes économies, indique la même source.

Les Membres de l'OMC ont mis en œuvre 102 nouvelles mesures restrictives pour le commerce pendant la période considérée,

détaille le rapport, notant que «la valeur des échanges visés par des mesures restrictives pour le commerce a été estimée à 746,9 milliards de dollars».

Le stock des restrictions à l'importation mises en œuvre depuis 2009 et toujours en vigueur laisse penser que 75% des importations mondiales sont touchées par ces mesures, ajoute l'OMC.

«De manière générale, pour la période considérée, la moyenne mensuelle des ouvertures d'enquêtes en matière de mesures correctives commerciales par des membres de l'OMC est restée stable par rapport à 2018», fait savoir le document.

Cependant, poursuit le rapport, la deuxième moitié de la période considérée a vu ce chiffre augmenter rapidement, notamment du fait de nouvelles enquêtes antidumping.

## GAZ

**L'Arabie saoudite et le Koweït désignent un consultant pour évaluer le champ gazier commun de Dorra**

L'Arabie saoudite et le Koweït ont embauché un consultant international chargé d'étudier le plan de développement du champ gazier offshore de Dorra et d'évaluer la part du gaz pour chaque pays du projet commun, a rapporté hier le journal koweïtien *al-Rai*.

Un tel développement indiquerait que les deux producteurs de l'OPEP du Golfe vont de l'avant avec le projet, qu'ils ont abandonné en 2013 après s'être mis d'accord sur la façon de partager le gaz sur terre.

Les deux pays ont besoin du terrain pour satisfaire leur consommation croissante de gaz pour la production d'électri-

ciété et stimuler les exportations. Le consultant indépendant, que le Koweïtien *al-Rai* n'a pas nommé, étudiera les volumes de production, les options de stockage et les coûts de développement du champ, a indiqué le journal, citant des sources anonymes. Dorra, qui est située dans la zone divisée entre l'Arabie saoudite et le Koweït, également connue sous le nom de zone neutre, a environ 10 à 11 milliards de pieds cubes de gaz et environ 300 millions de barils de pétrole.

En décembre, l'Arabie saoudite et le Koweït ont convenu de mettre fin à un différend de cinq ans sur la zone neutre

partagée dans le cadre d'un accord qui permettra à la production de reprendre dans deux champs pétroliers pouvant pomper jusqu'à 0,5% de l'approvisionnement mondial en pétrole. Le ministre saoudien de l'énergie, le prince Abdulaziz bin Salman, a déclaré le mois dernier qu'un nouveau projet allait bientôt démarrer à Dorra. Deux sociétés saoudiennes et koweïtiennes peuvent achever le projet dans la région, qui dispose d'une grande quantité de gaz prometteuse, a déclaré le ministre. Dorra est depuis longtemps une pomme de discorde entre le Koweït et l'Iran, qui revendique également une partie du terrain.

## TRANSPORT MARITIME

**Réduction significative des émissions d'oxydes de soufre des navires à compter du 1er janvier 2020**

Une réglementation mondiale qui réduira considérablement les émissions d'oxydes de soufre (SOx) provenant des navires est entrée en vigueur le 1er janvier 2020, a annoncé lundi dans un communiqué l'Organisation internationale (OMI).

Depuis le 1er janvier 2020, la limite de la teneur en soufre du fuel-oil utilisé par les navires est passé de 3,50% à 0,50%. Connue sous l'appellation «OMI 2020», ce nouveau plafond est obligatoire pour tous les navires exploités en dehors des zones de contrôle des émissions (ECA). Ces ECA, qui sont déjà sous le coup d'une limite plus stricte de 0,10%, sont la mer Baltique, la mer du Nord, la zone de l'Amérique du Nord et la zone maritime caribbe des Etats-Unis. Le nouveau

plafond entraînera une diminution de 77% des émissions de SOx, ce qui équivaut à une réduction annuelle d'environ 8,5 millions de tonnes de SOx.

Il y aura également une réduction des matières particulaires, qui sont de minuscules particules nocives qui se forment lorsque le combustible est brûlé. Cette diminution de la pollution de l'air devrait se traduire par une diminution des problèmes de santé comme les accidents vasculaires cérébraux (AVC), l'asthme, le cancer du poumon et les maladies pulmonaires et cardiovasculaires. La réduction des émissions d'oxydes de soufre des navires aidera également à prévenir les pluies acides et l'acidification des océans, ce qui aura des effets bénéfiques pour l'agriculture, les forêts et les espèces aqua-

tiques. La nouvelle limite de la teneur en soufre du fuel-oil fait partie de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL), un traité environnemental fondamental de l'OMI.

La décision de réduire la limite de la teneur en soufre à 0,50% a été prise en 2008 et confirmée en octobre 2016 par le Comité de la protection du milieu marin de l'OMI. Un travail préparatoire considérable a été entrepris par l'OMI et les parties prenantes de l'industrie afin d'assurer une transition en douceur. L'OMI a émis une série de lignes directrices afin d'aider ses Etats membres et le secteur des transports maritimes à se préparer en vue de l'entrée en vigueur de la nouvelle limite. «Au cours des

trois dernières années, les Etats membres de l'OMI, le secteur des transports maritimes et les fournisseurs de fuel-oil ont travaillé sans relâche pour se préparer en vue de ce changement majeur dans la teneur en soufre du fuel-oil.

Je suis confiant que les bénéfices se feront sentir rapidement et que la mise en œuvre se fera en douceur», a déclaré le secrétaire général de l'OMI, Kitack Lim. «Je suis très reconnaissant des efforts menés par les raffineries, les propriétaires de navires, les marins, les organisations du secteur et autres afin de se préparer à ce changement extrêmement important, qui aura des impacts positifs significatifs pour la santé humaine et pour l'environnement», a-t-il ajouté.

## POLOGNE

## L'inflation monte à 3,4% en décembre

Le taux d'inflation en Pologne s'est hissé à 3,4% sur un an en décembre, le taux le plus élevé depuis 2012, après +2,6% en novembre, selon des chiffres provisoires publiés hier par le Bureau des statistiques GUS.

Ce résultat a créé la surprise parmi les analystes qui avaient misé en moyenne sur un taux de 2,8%. Ils prévoient désormais une montée continue à plus de 4% au cours du premier trimestre, un taux bien supérieur à l'objectif constant d'environ 2,5% fixé par la Banque centrale NBP.

Sur un mois, les prix ont augmenté de 0,8% en décembre, après +0,1% en novembre.

Le GUS fait état d'une hausse des prix des produits alimentaires (+1,2% en décembre sur un mois) et des carburants (+2,1%). «Une montée étonnante de l'inflation», a titré dans un commentaire la banque Santander. «Après une hausse aussi importante en décembre, il est quasiment certain que l'inflation va se maintenir bien au-delà des 4% au premier trimestre 2020 et garder un niveau de plus de 3% sur la majeure partie de l'année», souligne sur son site polonais Santander, qui rappelle les prochaines hausses annoncées des prix de l'énergie. «Les données actuelles



ne permettent pas encore d'évaluer les raisons d'une montée aussi brusque de l'inflation de base (...). Nous estimons qu'il s'agit de la hausse des prix des services et des marchandises à l'approche de la hausse du salaire minimum» de 15%,

qui entre en vigueur en janvier, selon des analystes. Le gouvernement table pour le prochain exercice fiscal sur une croissance de 3,7% et une inflation annuelle moyenne de 2,5%, dans ce pays membre de l'Union européenne mais pas de la zone euro.

## ETATS-UNIS

## Wall Street en hausse malgré les tensions entre Washington et Téhéran

Wall Street a fini en hausse lundi, se redressant après avoir terminé la semaine dernière dans le rouge, en pleine recrudescence des tensions géopolitiques entre les Etats-Unis et l'Iran.

L'indice vedette de la Bourse new-yorkaise, le Dow Jones Industrial Average, a pris 0,24%, à 28.703,38 points.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a gagné 0,56%, à 9.071,46 points, et l'indice élargi S&P 500 0,35%, à 3.246,28 points. Après l'assassinat lors d'un raid aérien américain d'un général iranien, les principaux indices de la place new-yorkaise avaient reculé vendredi, les investisseurs semblant craindre une escalade entre les deux pays. Le regain des tensions avait également fait bondir les prix du pétrole avec des



inquiétudes sur la production d'or noir et sur de possibles représailles iraniennes dans le détroit d'Ormuz, par où transite une grande quantité de produits pétroliers.

Lundi en début de séance, Wall Street s'était encore un peu plus repliée, mais elle a rapidement

effacé ses pertes et a fini en hausse. «Ce qu'il faut retenir, c'est que les marchés estiment que cet événement ne va bouleverser ni l'économie mondiale ni les bénéfices des entreprises», indique Karl Haeling, de LBBW.

«De manière générale, les événements géopoliti-

ques n'ont une influence que limitée sur les marchés», poursuit l'expert.

La Bourse new-yorkaise a également profité lundi de la bonne santé de plusieurs valeurs technologiques, dont Alphabet, la maison mère de Google (+2,7%), le spécialiste des logiciels pour entreprises Salesforce (+4,4%), Netflix (+3,1%) ou encore Amazon (+1,5%).

Le spécialiste du redressement et du blanchiment des dents SmileDirectClub a, lui, bondi de 21,6% après avoir annoncé un accord pour vendre une série de produits exclusivement à la chaîne de magasins Walmart.

Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans sur la dette américaine était en hausse, s'établissant à 1,802% aux alentours de 21H30 GMT, contre 1,788% à la dernière clôture.

## PÉTROLE

## Le pétrole en petite hausse dans un climat tendu au Moyen-Orient

Les prix du pétrole ont encore légèrement progressé lundi après le bond de vendredi déclenché par l'assassinat par les Etats-Unis du général iranien Qassem Soleimani et des niveaux records atteints dans la nuit de dimanche à lundi.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'est établi à 68,91 dollars à Londres, en hausse de 0,45%, ou 31 cents, par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour février a gagné 0,35%, ou 22 cents, à 63,27 dollars.

Le cours du Brent a franchi les 70 dollars plus tôt dans la journée, atteignant même 70,74 dollars le baril en cours de séance, un niveau plus vu depuis mi-septembre. Celui de la référé-

rence américaine a, quant à lui, flirté avec la barre des 65 dollars, à 64,72 dollars le baril en début d'échanges européens, son maximum depuis fin avril.

Après ces pics du début de journée, «le marché s'est un peu refroidi» dans l'après-midi, a constaté David Madden, de CMC Markets, mais les cours devaient rester élevés «tant que la pression ne retombera pas entre Washington et Téhéran».

«Les investisseurs sont tous sur le mode défensif», a résumé Craig Erlam, analyste chez Oanda, «espérant le meilleur mais craignant le pire».

La hausse soudaine a été provoquée vendredi par l'assassinat à Bagdad du général iranien Qassem Soleimani, tué lors d'un raid améri-

cain, faisant craindre aux marchés une escalade dans la région et une perturbation de l'offre d'or noir dans le monde.

Les prix du pétrole avaient alors bondi de plus de 4% peu après l'annonce dans la nuit de la mort du général et émissaire de la République islamique en Irak.

Dimanche, le président des Etats-Unis, Donald Trump, a menacé l'Iran de représailles majeures et l'Irak de sanctions après un vote du Parlement irakien réclamant l'expulsion des troupes américaines de ce pays.

Comme la veille, des roquettes se sont abattues près de l'ambassade américaine dans la zone verte de Bagdad, sans faire de victimes, selon des témoins.

## ITALIE

## Le déficit public stable au 3eT sur un an, à 1,8% du PIB



Le déficit public de l'Italie a atteint 1,8% du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre 2019, restant stable sur un an, a indiqué hier l'Institut italien des statistiques (Istat).

Sur les neuf premiers mois de l'année, il s'élève à 3,2%, en amélioration de 0,2 point par rapport à la même période de 2018.

Pour l'ensemble de 2019, le gouvernement italien tout comme la Commission européenne prévoient un déficit à 2,2% du PIB.

Il s'était élevé à 2,4% en 2016 et 2017, et déjà à 2,2% en 2018.

Bruxelles presse Rome de réduire son déficit public alors que la troisième économie de la zone euro ploie sous une dette de 2.300 milliards d'euros (134,8% de son PIB en 2018).

Mais, tout en optant pour une voie modérée et un dialogue avec Bruxelles, le gouvernement italien, formé du Parti démocrate (centre gauche) et des «5 Etoiles» (M5S, anti-système), estime nécessaire de relancer la croissance exsangue.

L'Italie devrait connaître une hausse de son PIB de seulement 0,1% en 2019 puis de 0,4% en 2020, selon les prévisions de Bruxelles.

Elle sera le dernier pays en terme de taux de croissance de la zone euro et de l'Union européenne.

L'économie italienne, traditionnellement tirée par l'export, est affectée par le ralentissement en Europe et les tensions commerciales entre la Chine, l'Europe et les Etats-Unis.

## MONNAIE

## L'euro baisse face au dollar



L'euro baissait un peu face au dollar hier dans un marché optimiste concernant la situation au Moyen-Orient et en attendant la publication d'un indicateur américain.

Dans la matinée, l'euro perdait 0,12% face au billet vert à 1,1183 dollar.

La devise américaine progressait également un peu face au yen et au franc suisse, généralement considérés comme des valeurs refuges.

Cette hausse du dollar «illustre l'optimisme grandissant sur le fait qu'il n'y aura pas de réaction militaire immédiate de l'Iran, ce qui conduirait inévitablement à une escalade et potentiellement à une nouvelle guerre au Moyen-Orient», explique les analystes.

Les tensions entre l'Iran et les Etats-Unis, déjà fortes auparavant, se sont nettement accrues depuis l'assassinat vendredi dernier du général iranien Qassem Soleimani lors d'une frappe américaine à Bagdad.

## RELIZANE

## Près de 700 projets du dispositif de microcrédits financés en 2019

695 projets ont été financés en 2019 dans la wilaya de Relizane au titre du dispositif de microcrédit, a-t-on appris hier de l'antenne locale de l'Agence nationale de gestion de microcrédits (ANGEM).

La chargée de communication de cette antenne, Zahra Baha, a précisé que le financement a touché 645 crédits, d'un montant de 100.000 DA chacun, destinés à l'achat de la matière première nécessaire aux activités des services, de l'artisanat et des métiers.

50 autres crédits ont été accordés pour l'acquisition des équipements de production, a précisé la même source.

Ces microcrédits dont ont bénéficié des jeunes de différentes localités de la wilaya, ont permis la création de 1.052 emplois.

La même responsable a ajouté que 492 projets financés ont été initiés par des femmes au foyer, signalant que les activités des métiers ont représenté une grande partie de ces crédits, suivies de celles des petites industries et des secteurs des services et de l'agriculture.

Par ailleurs, le même dispositif a organisé des sessions de formation au profit des bénéficiaires des crédits.

Ces formations ont touché notamment 200 jeunes initiés aux volets de la gestion et des finances.

Par ailleurs, l'antenne locale de l'ANGEM de Relizane compte lancer une campagne de sensibilisation à travers les établissements de formation professionnelle de la wilaya pour faire connaître aux stagiaires des avantages et des mesures incitatives assurées par ce dispositif pour la création de micro entreprises.

Cette antenne a financé, depuis sa création en 2004, quelque 14.463 projets ayant généré 19.568 postes d'emploi, rappelle-t-on.

## EL-BAYADH

## Réception prochaine d'un centre de stockage de carburants à Chellala

Un centre de stockage des produits hydrocarbures et des carburants sera réceptionné avant la fin du premier trimestre de l'année en cours dans la commune de Chellala (El Bayadh), a-t-on appris hier du directeur de wilaya de l'énergie, Boufatah Babaya.

Le projet s'étend sur une superficie de 2 ha et enregistre actuellement un taux d'avancement des travaux de l'ordre de 90 pc.

Sa capacité de stockage sera de 5.000 m<sup>3</sup> d'hydrocarbures, entreposés dans six grands bacs.

Une fois mis en service, le centre assurera le stockage de 3.000 m<sup>3</sup> de mazout, de 1.700 m<sup>3</sup> d'essences et 300 m<sup>3</sup> de GPL (Sirghaz), a précisé le même responsable.

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'investissement privé pour une enveloppe financière de 680 millions DA.

Il devra générer plus de 100 postes d'emploi directs et indirects. L'objectif du projet est de contribuer à assurer l'approvisionnement régulier des produits énergétiques des 22 stations réparties à travers le territoire de la wilaya dont cinq relevant de la société Naftal.

Douze autres stations, en cours de réalisations, seront réceptionnées en 2020 dans la wilaya d'El Bayadh qui compte actuellement une station de stockage de carburants relevant de Naftal, sise au chef-lieu de wilaya et dotée d'une capacité de 1.400 m<sup>3</sup> de mazout.

Par ailleurs, pour assurer un approvisionnement des régions éloignées de la wilaya en bonnes de gaz butane et non raccordées au réseau du gaz de ville, quelque 3.500 bouteilles sont produites quotidiennement au centre enfuteur, situé au chef lieu de wilaya.

Trois camions assurent le transport et la distribution de ce produit suivant un programme hebdomadaire, a-t-on indiqué.

## RÉCOLTES CÉRÉALIÈRES SINISTRÉES À CONSTANTINE 22 millions DA pour l'indemnisation des agriculteurs

Une enveloppe financière estimée à 22 millions de dinars a été mobilisée dans la wilaya de Constantine au titre de la saison agricole 2018-2019 pour l'indemnisation des agriculteurs dont les récoltes céréalières ont été ravagées par les incendies et la grêle, a-t-on appris hier du directeur de la caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) Mourad Bendeda.

L'opération qui a été finalisée la fin du mois de décembre dernier a ciblé 44 céréaliculteurs assurés dont les récoltes ont été détruites par des incendies et de la grêle sur une surface agricole totale de plus de 940 hectares répartis sur différentes communes de la wilaya, a précisé à l'APS le même responsable.

La moitié de ce montant soit 11 millions DA, a indiqué le responsable, a été réservé pour l'indemnisation de 32 cultivateurs dont les récoltes céréalières ont été ravagées par les incendies durant les mois de juin et de juillet derniers ayant touché une surface agricole de 375,5 hectares.

La superficie est répartie sur différentes communes de la wilaya, à Ouled Rahmoune avec 207 hectares sinistrés, El Khroub avec 130 ha a détaillé le même intervenant relevant que 11 millions DA a été alloués



pour indemniser 12 autres agriculteurs victimes des chutes de grêle, enregistrés durant les mois d'avril et de mai précédents.

A noter, le nombre d'assurés à la

CRMA de Constantine s'élève à 1000 agriculteurs toutes cultures confondues, dont 90% adhérents à la filière céréalière, selon les services de cette caisse.

## TIZI-OUZOU

## Des orientations pour produire un miel de qualité

Des orientations pour produire un miel de qualité, ont été données lundi à des apiculteurs de la wilaya de Tizi-Ouzou, par un enseignant universitaire spécialiste en apiculteur, Bengana Mohamed, lors d'une journée technique abrité par l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (ITMAS) de Boukhalifa.

Lors de cette rencontre sur la «production d'un miel de qualité» organisée par l'Association des apiculteurs professionnels de la wilaya en collaboration avec la chambre d'agriculture, la direction locale des services agricoles et l'ITMAS, ce même universitaire a expliqué qu'un

miel de qualité doit satisfaire certains critères réglementaires.

Il s'agit entre autre du taux d'humidité qui doit être inférieur à 18% pour des raisons de fermentation, la récolte doit se faire idéalement lors d'une journée à climat sec, récolter des cadres dont au moins les deux tiers des alvéoles sont operculés, protéger les cadres des contaminations, maintenir un bon état hygiénique du local et du matériel d'extraction.

M. Bengana, enseignant à l'université de Tizi-Ouzou, a aussi conseillé d'observer une période de maturation en laissant reposer le miel trois jours dans un fût de maturation

hermétiquement fermé afin d'isoler l'écume et obtenir un miel purifié.

Le conditionnement (mise en pot) doit se faire idéalement dans des contenants en verre à fermeture hermétique et assurer un Stockage entre 14-20 C.

Ce conférencier a mis en garde contre le risque de pollution du miel par le sirop de sucre.

A ce propos il a conseillé de respecter un délai de 15 jours entre l'arrêt de pourrissement et la pose de hausses. Concernant le risque de présence de résidus physiques ou chimiques tel que les antibiotiques (traitement contre les loques), il a conseillé de récolter tout le miel du corps de la ruche avant la

pose de la hausse en cas de traitement, utiliser des produits homologués et ne jamais traiter durant la période de miellée ni en présence de hausses.

Quant au risque de pollution par les pesticides, il a recommandé de garder une distance de 3 km entre le site du rucher et celui traité. «L'apiculteur est le principal acteur dans l'élaboration de la qualité.

Il doit être accompagné et informé par un service technique compétent», a-t-il observé en ajoutant que «les pouvoirs publics doivent jouer un rôle important dans le contrôle de la qualité afin de protéger le consommateur et d'empêcher une concurrence déloyale».

## ORAN

## Distribution de 2.200 logements de type AADL en mars 2020

Deux mille deux cents (2.200) logements de location/vente seront distribués en mars 2020 au nouveau pôle urbain «chahid Ahmed Zabana» de Misserghine (Oran) a-t-on appris de la direction régionale de l'agence nationale d'amélioration et développement du logement (AADL).

Le quota, programmé fin décembre dernier, a accusé un retard pour non achèvement des travaux d'aménagement extérieur dont la pose des réseaux d'électricité et du gaz de ville à la charge de Sonelgaz, selon la même administration.

Des entreprises seront installées la semaine en cours pour entamer les travaux dans un délai fixé à 20 jours au maximum.

Une fois les travaux de raccordement des logements aux réseaux d'électricité et du gaz et à ceux de l'as-



sainissement et de l'AEP, le bitumage des voies d'accès de circulation automobile, la réalisation des trottoirs et de l'éclairage public finalisés fin février prochain, les logements seront

distribués aux bénéficiaires au mois de mars, a-t-on ajouté de même source.

Par ailleurs, il est prévu la distribution de 11.678 logements de type AADL au nouveau pôle urbain «chahid Ahmed Zabana» de Misserghine dont 2.300 logements durant le premier trimestre, 4.231 durant le second trimestre et enfin 5.147 autres pour le 3ème trimestre de cette année.

Il est prévu aussi la distribution de 9.000 logements AADL au même pôle de Misserghine en 2021.

La wilaya d'Oran a bénéficié d'un quota de cette formule d'habitat composé de 38.265 logements dont 11.805 livrés, 22.195 en cours de réalisation et 4.265 autres en cours d'étude, après la désignation des assiettes foncières, rappelle-t-on.

## TLEMCCEN

## La randonnée, une pratique sportive et de loisirs en vogue

La pratique de la randonnée dans les forêts et montagnes de la wilaya de Tlemcen est devenue, ces dernières années, en vogue au vu du nombre croissant de ses adeptes qui se recrutent dans toutes les tranches d'âge et milieux sociaux.

Pour les uns, la randonnée est considérée comme un véritable sport de plein-air tandis que pour d'autres, il s'agirait plutôt d'un moyen de divertissement et de découverte.

Cette pratique est devenue un véritable créneau porteur au point où la wilaya de Tlemcen a vu, ces dernières années, la création de plusieurs associations versées dans cette spécialité, à l'exemple de «Aventura», «Tourisme et randonnée de Tlemcen» et «Les randonneurs amis de la forêt».

Ces associations s'attèlent à répondre aux besoins exprimés par une bonne partie de la population, ce qui a conduit également à la création d'une ligue des sports de montagne et de la nature.

Cette dernière tente de sensibiliser les citoyens à pratiquer ce genre d'activités visant à œuvrer à la sauvegarde de l'environnement naturel.

Pour Leila et Mourad, responsables dans des associations versées dans ce domaine, les activités organisées touchent également les campagnes de nettoyage des forêts et la participation active dans les campagnes de reboisement, notamment celle initiée à la fin de l'année écoulée.

A ce titre, la wilaya de Tlemcen, avec tous les partenaires de la Conservation des forêts et du Parc national, ont mis en terre jusqu'à ce jour, plus de 20.000 arbustes dans les espaces verts, au sein des établissements publics et universitaires ainsi que dans les massifs forestiers.

«L'objectif principal de ces randonnées est de faire connaître ce sport et sensibiliser les citoyens sur la nécessité de respecter l'environnement via une charte du randonneur.

Il s'agira également de faire connaître le potentiel éco-touristique en matière de randonnée dans les différentes contrées de la



wilaya et du pays», a expliqué, de son côté, M.Zerrouki, président de la ligue des sports de montagne.

### Découvertes, aventure et challenge sportif

Pratiquement, en chaque fin de semaine ou durant les vacances, des randonnées rassemblant de dizaines de participants sont organisées dans les forêts comme celle d'Ahfir, située à l'ouest de Tlemcen, ou vers les plages comme celle de Barbadjani, qui présente des paysages féeriques.

Lors de ces sorties, personnes âgées et jeunes des deux sexes peuvent admirer les richesses faunistiques et floristiques que recèlent les régions.

Oussama, étudiant en biologie et adepte de la randonnée, s'est dit «émervillé» par tout ce qu'il découvre autour de lui et le sentiment de bien-être qu'il ressent.

«Depuis que j'ai commencé à faire des sorties en plein-air et à passer des journées entières dans la nature, je me sens plus détendu et bien dans ma peau et dans mon esprit.

Ce sont des moments de bonheur inqualifiables», a-t-il confié à l'APS. «Les randonnées permettent aussi de combattre le stress et une

meilleure oxygénation du cerveau.

Tout cela contribue au bien-être de l'individu», a, pour sa part, assuré le docteur Aoun Allah Hocine, un spécialiste en ORL, adepte inconditionnel de la randonnée.

Les monts et forêts de Beni Snous, Beni Bahdel, Sabra, Sidi Medjahed, Ain Fezza, Ain Beni Add sont autant de sites et destinations appelées à connaître un véritable essor de ce genre de passion et de sport.

D'ailleurs, la ligue des sports de montagne et de la nature de Tlemcen ambitionne de développer plusieurs disciplines sportives, à l'instar de l'escalade, la course d'orientation dans ces régions.

Parmi ces projets, figure l'organisation, janvier courant, d'une compétition internationale de course d'orientation dans l'objectif, entre autres, de motiver la population à pratiquer cette activité qui a des impacts positifs de par les vertus de la marche, mais aussi comme moyen de ressourcement intellectuel et spirituel.

Pour le président de la Ligue des sports de montagne, la randonnée est une activité assez complète qui associe la découverte, l'aventure, le challenge sportif et les échanges.

## SANTÉ

## Inclure le phénomène de la violence dans le PNS 2020-2024 de lutte contre le sida



Le réseau des associations d'aide aux sidéens a plaidé, lundi à Alger, pour l'introduction de la prévention et de la prise en charge du phénomène de la violence envers les catégories vulnérables les plus exposées au risque du Sida au sein de la société, dans le Plan national stratégique (PNS) de lutte contre le Sida élaboré par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière pour la période 2020-2024.

L'introduction de la prise en charge du phénomène de la violence envers les femmes exposées au risque du VIH figure parmi les principales revendications de cette catégorie pour assurer leur prévention sur les plans sanitaire et socio-psychologique, ont affirmé plusieurs associations, organisatrices d'un atelier de travail auquel a pris part l'ONUSIDA à Alger.

Selon les représentants de ces associations, des ateliers ont été organisés en 2018 et 2019 à Oran et à Alger qui ont été sanctionnés par plusieurs recommandations appelant les autorités publiques à protéger les femmes, en introduisant la prise en charge du phénomène de la violence dans le nouveau Plan national stratégique.

Entre autres recommandations contenues dans le projet «Learn» au profit des catégories les plus exposées au risque du SIDA, Dr Amel Zertal, experte dans le domaine, a mis l'accent sur la nécessité d'assurer un appui psychologique à ces catégories et de renforcer la formation en termes d'éducation sanitaire et de procréation.

Les médias ont un rôle important à jouer en matière de lutte contre le sida, la marginalisation et la discrimination en raison de certaines idées reçues sur cette maladie dans la société, a-t-elle affirmé.

D'autre part, la spécialiste a rappelé la nécessité d'intégrer les catégories vulnérables dans le monde du travail et de leur assurer un accompagnement par des cellules d'écoute, la société civile, les institutions religieuses et les services en charge de la prévention contre le phénomène de violence dans la société comme la médecine légale.

La présidente de l'association «El Hayat» de lutte contre le sida, Mme Nawel Lahouel a cité les différentes rencontres organisées dans le cadre des activités menées dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) en matière de lutte contre le phénomène de violence à l'égard des catégories les plus exposées à la maladie, affirmant que 8 pays de la région souffrent «particulièrement» de ce phénomène d'où l'importance de renforcer l'action associative pour y faire face. Le président de l'association «Aids Algérie», M. Othmane Bourouba a salué l'action unifiée et la coordination des efforts entre les associations activant dans ce domaine, en vue de lutter contre la violence contre les personnes à risque basée sur le genre, en dépit des obstacles rencontrés sur le terrain en raison des préjugés.

Le directeur de l'ONUSIDA à Alger, Dr. Adel Saddam, organe de soutien et d'accompagnement des projets et activités des associations de lutte contre le sida a souligné l'impératif de poursuivre ses efforts pour changer les mentalités et assurer la prévention des sujets souffrant de la maladie, de la violence et de leur impact socio-psychologique.

Les dernières statistiques font état de 16.000 cas de VIH/Sida, dont près de 7.000 femmes, a-t-il fait savoir.

APS

## ORAN

## De nouvelles décharges destinées aux déchets inertes

L'EPIC Centre d'enfouissement technique (CET) Oran s'est lancée dans une nouvelle démarche consistant à créer des décharges de petite envergure destinées aux déchets inertes dans chaque commune ou groupe de communes, en partenariat avec les APC, a-t-on appris hier de la directrice de l'entreprise, Dalila Chellal.

Cette démarche s'est imposée après la saturation du CET) des déchets inertes d'Ain El Beïda (Est d'Oran), après six années d'exploitation, a expliqué Mme Chellal à l'APS.

En outre, le wali d'Oran, Djellaoui Abdelkader, a instruit l'ensemble des opérateurs impliqués dans la gestion des déchets, de mettre un terme au rejet



anarchique des déchets inertes, visibles dans les différentes communes de la wilaya, a-t-on appris auprès de la direction locale de l'environnement. Une première décharge d'une capacité d'un million de tonnes a été ouverte à Sidi Chahmi.

Elle prendra en charge les déchets du groupe-

ment centre de wilaya, a-t-on précisé de même source.

«D'autres décharges seront ouvertes au fur et à mesure», a assuré Mme Chellal, notant qu'il est plus intéressant d'ouvrir de petites décharges dans les communes qu'un grand centre, qui peut être éloigné de certaines

localités. «Il est difficile de se déplacer, d'Ain el Turck par exemple jusqu'au CET d'Ain El Beïda», a-t-elle souligné, estimant que la distance peut être un facteur qui peuvent pousser certains opérateurs et individus à se débarrasser de leurs déchets dans la nature.

Le partenariat avec les APC vise dans un premier temps, à fournir un espace pour décharger des déchets inertes, avec l'objectif de créer des unités pour la valorisation de ces déchets dans une deuxième phase, note encore la même responsable. La valorisation des déchets inertes peut constituer une rentrée d'argent pour les communes les plus pauvres, a-t-on estimé de même source.

## CLIMAT

## Extinction Rebellion occupe brièvement une plateforme gazière en Ecosse

Des militantes du mouvement écologiste Extinction Rebellion ont occupé plusieurs heures lundi une plateforme gazière de Shell dans le port de Dundee en Ecosse, qui doit gagner la mer du Nord, appelant à l'arrêt de l'exploitation des énergies fossiles dévastatrices pour le climat.

Trois militantes, munies de vivres, ont grimpé en fin de matinée à bord de la plateforme Valaris 122 qui doit entrer en activité courant janvier.

Elles en sont redescendues cinq heures plus tard en raison d'une dégradation des conditions météo, a indiqué Extinction Rebellion, précisant que les trois militantes avaient été arrêtées par la police. Le mouvement a pressé les gouvernements britannique et écossais de «dire la vérité» sur l'impact des énergies fossiles sur la crise climatique, et demandé aux responsables politiques de mettre hors service les infrastructures pétrolières et gazières.

Shell avait réagi à cette occupation en assurant que sa «première préoccupation» était «la sécurité de ceux qui sont impliqués, à la fois les manifestants et les travailleurs».

L'association britannique de l'industrie pétrolière et gazière Oil & Gas UK a qualifié l'initiative de «dangereuse», alors que l'ONG Greenpeace lui a apporté son soutien.

«2020 est partie pour être une année marquée par un regain de mobilisation jusqu'aux discussions internationales sur le climat à Glasgow en novembre», la ville écossaise devant accueillir la COP26, a souligné Mel Evans, de la branche britannique de l'ONG.

## RD CONGO

## 11 morts en une semaine dans la plus grande prison de Kinshasa

Au moins onze détenus sont morts depuis le début de l'année dans la plus importante prison de Kinshasa, en raison d'une rupture de stocks en nourriture et en médicaments, ont indiqué hier des sources pénitentiaire et humanitaire.

«Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, nous avons enregistré onze morts».

Les trois derniers sont décédés hier (lundi), parce qu'il n'y avait pas de médicaments pour les soigner et leurs familles n'avaient pas de moyens», a déclaré un responsable de la prison centrale de Makala à Kinshasa.

«Depuis octobre, l'Etat n'a plus décaissé de fonds pour ravitailler la prison en médicaments et en nourriture», a-t-il ajouté.

«La prison de Makala et presque toutes les prisons du pays ne sont plus approvisionnées en nourriture et en médicaments», a déploré Emmanuel Cole, responsable d'une organisation congolaise active dans les milieux carcéraux de République démocratique du Congo (RDC).

«C'est vrai, il y a eu retard dans le paiement des fournisseurs, ce qui justifie ces ruptures de stocks à la prison centrale de Makala».

Mais, la situation a été régularisée depuis lundi, a déclaré le ministre de la Justice Célestin Tunda Ya Kasende.

«Il y a près de 9.000 prisonniers. Le nombre d'une dizaine de morts peut se comprendre».

Mais, il faut aussi que des médecins nous disent si ces morts ont pour cause ces ruptures de stocks en médicaments et en nourriture», a-t-il ajouté. La prison centrale de Makala a été construite du temps de la colonisation belge pour recevoir 1.500 personnes. Elle compte à ce jour «8.618 détenus» dont «500 condamnés», selon M. Cole. Des travaux de réhabilitation d'au moins trois pavillons sont en cours, obligeant les prisonniers à vivre dans une plus grande promiscuité. Datant de l'époque coloniale, les prisons de la RDC sont particulièrement vétustes et surpeuplées. Les détenus y vivent dans des conditions d'hygiène désastreuses, exposés à de nombreuses maladies, à la déshydratation et à la malnutrition.

## MIGRATIONS

## Des Iraniens affirment avoir été retenus et longuement questionnés à la frontière américaine

Des dizaines de ressortissants iraniens ou possédant la double nationalité iranienne et américaine affirmaient lundi avoir été stoppés à la frontière des Etats-Unis et longuement questionnés par des policiers après les tensions suscitées par la mort du général iranien Qassem Soleimani dans une frappe américaine.

Le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR), une ONG de défense des musulmans, dit être venue en aide à plus de soixante voyageurs interpellés ce weekend à la frontière entre le Canada et l'Etat américain de Washington (nord-ouest) et interrogés des heures durant sur leurs opinions politiques.

Beaucoup d'entre eux se seraient vus refuser l'entrée sur le territoire américain, la police des frontières n'étant pas en mesure de les placer en rétention pour les interroger.

Une femme de 24 ans citée par le CAIR a raconté avoir été retenue et interrogée pendant plus de dix heures avec sa famille à un point de passage situé à Blaine (Etat de Washington), avant d'être finalement libérée dimanche matin.

Selon la jeune femme, lorsque sa famille a demandé des explications, les agents de la police des frontières ont répondu: «Ce n'est tout simplement pas le bon moment pour vous».

«Ces informations sont extrêmement troublantes et constituent peut-être des cas de détention illégale de citoyens américains», estime Masih Foulad, directeur du CAIR pour l'Etat de Washington.

Des responsables de la police des frontières et des douanes (CBP) ont toutefois réfuté ces informations, assurant que les longs délais enregistrés aux points d'entrée étaient dus à



une circulation accrue en lien avec les fêtes de fin d'année et à un manque d'effectifs. Ils affirment en outre que leurs agents ne font preuve d'aucune discrimination fondée sur la religion, la race ou l'origine.

Un porte-parole du CBP a démenti que le gouvernement américain ait donné des directives pour interdire l'entrée de son territoire aux Américains possédant aussi la nationalité iranienne.

Mais beaucoup d'élus ont accusé le gouvernement du président Donald Trump d'avoir outrepassé ses prérogatives, comme le gouverneur démocratique de l'Etat de Washington, Jay Inslee.

Des citoyens de son Etat, «qui se trouvent être irano-américains, ont été retenus à la frontière entre le Canada et les Etats-Unis (...) pour nul autre motif que leur origine», a-t-il accusé dans un communiqué, soulignant des «problèmes constitutionnels et moraux».

La sénatrice Elizabeth Warren, candidate démocrate à l'élection présidentielle et farouche critique de Donald Trump, s'est aussi émue sur Twitter d'une situation «profondément dérangeante».

## NORVÈGE

## Le secteur pétrolier veut réduire à «près de zéro» ses émissions de CO2 en 2050

Le secteur pétrolier norvégien, avec le géant Equinor en tête, a annoncé lundi son ambition de réduire à «près de zéro» ses émissions de CO2 en Norvège en 2050, un objectif qui ne comble pas totalement les défenseurs de l'environnement.

La mesure porte sur la seule phase de production de pétrole et de gaz naturel dont le gros des émissions de gaz à effet de serre survient ultérieurement, au stade de la consommation.

«Les changements climatiques sont le plus gros défi de notre temps», a fait valoir Hildegunn Blindheim, une dirigeante de Norsk olje og gass, l'organisation représentant les producteurs d'hydrocarbures. «Le monde doit s'acheminer vers zéro émission nette au milieu de ce siècle et nous devons donc, en tant qu'industrie, ( ) faire notre part», a-t-elle ajouté dans un communiqué.

Avant d'approcher la neutralité carbone en 2050, le lobby a dévoilé une feuille de route adoptée avec les principales organisations patronales et syndicales, qui prévoit aussi de réduire les émissions de 40% d'ici à 2030, et de 70% d'ici à 2040. Ce calendrier

est semblable à celui annoncé quelques heures plus tôt par Equinor, poids lourd du plateau continental norvégien, qui se dit attaché à l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement à 1,5 ou 2 C avant la fin du siècle. Le groupe détenu à 67% par l'Etat norvégien envisage de consacrer avec ses partenaires environ 50 milliards de couronnes (5 milliards d'euros) à cette fin d'ici 2030.

l'ambitionne notamment d'électrifier ses plateformes en mer et installations à terre, appelées à être approvisionnées en électricité propre fournie par les barrages hydrauliques ou des éoliennes flottantes plutôt que par les actuelles turbines à gaz polluantes.

L'engagement climatique du secteur pétrolier a été diversement accueilli par les experts et les défenseurs de l'environnement.

«C'est bien que l'industrie pétro-gazière norvégienne soit au moins aussi ambitieuse que les objectifs climatiques du gouvernement», a réagi Glen Peters, directeur de recherche au centre norvégien de recherche sur le climat Cicero. Pour Andreas Randøy de l'ONG de

défense de l'environnement Natur og Ungdom, c'est en revanche «trop peu trop tard». «En 2050, on ne devrait pas avoir de production de pétrole sur le plateau continental norvégien», a-t-il tweeté.

Une responsable de la branche norvégienne des Amis de la Terre, Helga Lerkelund, a aussi déploré qu'Equinor au même moment veuille engager des forages dans la grande baie d'Australie, où des incendies ont ravagé près de huit millions d'hectares

et fait 24 morts depuis septembre. Plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest, la Norvège peine pour l'heure à réduire ses émissions. En 2018, celles-ci étaient supérieures de 1,1% à leur niveau de 1990.

Si moins de la moitié des réserves estimées du pays ont à ce jour été produites selon la Direction norvégienne du pétrole, Equinor dit s'attendre à ce que la Norvège en 2050 produise moitié moins d'hydrocarbures qu'aujourd'hui.

## ETATS-UNIS

## Séisme de magnitude 5,8 sur l'île de Porto Rico

Un séisme de magnitude 5,8 a secoué l'île américaine de Porto Rico lundi, provoquant d'importantes coupures de courant et dégâts matériels selon l'institut géologique américain (USGS). Aucune victime n'était pour l'instant à déplorer. La terre a tremblé à 06h32 locales (10h32 GMT) autour de Guayanilla, dans le sud de cette île des Caraïbes, mais les secousses ont été ressenties sur la majeure partie du territoire, en grande partie dévasté par les ouragans Irma et Maria de 2017, y compris dans la capitale San Juan. Le séisme a provoqué l'interruption d'un système approvisionnant quelque 250.000 clients en électricité. Sur les réseaux sociaux, de nombreux habitants partageaient des images de maisons effondrées, de voitures coincées et de glissements de terrain.

Aucune alerte au tsunami n'a été émise pour Porto Rico ou les Iles Vierges américaines voisines.

## INDONÉSIE Un séisme de magnitude 6,2 frappe le nord-ouest

Un fort séisme de magnitude 6,2 a frappé le nord-ouest de l'Indonésie hier, selon l'institut de géophysique américain (USGS), sans déclencher d'alerte au tsunami ni faire de dégâts importants selon les premières informations disponibles.

Le tremblement de terre s'est déclenché à une profondeur de 20 kilomètres près de l'île de Simeulue à l'ouest de la province d'Aceh sur la grande île de Sumatra, selon l'institut américain.

Le bureau indonésien de météorologie et de géophysique n'a pas émis d'alerte au tsunami à la suite du séisme.

Les habitants de l'île de Simeulue ont paniqué et se sont précipités hors de leur domicile lors de la secousse, selon un témoin sur place. «Nous sommes sur la plage pour observer le mouvement de l'eau», qui peut laisser



présager un tsunami, a expliqué un Ahmadi, un résident de l'île.

Aucune victime ou dommage matériel important n'a été signalé

dans l'immédiat par les autorités. L'Indonésie, archipel de 17.000 îles et îlots qui s'est formé par la convergence de trois grandes plaques tecto-

niques (indo-pacifique, australienne et eurasiennne), se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, zone de forte activité sismique.

En 2018 un séisme de magnitude 7,5 suivi d'un tsunami sur l'île de Célèbes avait dévasté la région de Palu et fait plus de 4.300 morts et disparus.

Le 26 décembre 2004, un très violent séisme de magnitude 9,1 a secoué la province d'Aceh, à l'extrême ouest de l'archipel indonésien, et a provoqué un vaste tsunami dans tout le Pacifique, faisant quelque 170.000 morts.

## IMMIGRATION

### Les Etats-Unis enverront au Guatemala des demandeurs d'asile mexicains



Les Etats-Unis enverront au Guatemala, avec lequel ils ont conclu l'été dernier un accord migratoire controversé, des demandeurs d'asile mexicains, a indiqué lundi le ministère américain de la Sécurité intérieure. «Certains Mexicains cherchant une protection humanitaire aux Etats-Unis peuvent désormais être transférés au Guatemala et avoir l'opportunité de demander une protection là-bas», a déclaré dans un communiqué un porte-parole du ministère.

Washington a signé en juillet avec le Guatemala un accord selon lequel ce dernier est dorénavant considéré comme un «pays tiers sûr» auprès duquel les demandeurs d'asile doivent effectuer leurs premières démarches.

Des observateurs internationaux se sont inquiétés de cet accord, jugeant que le Guatemala, pays frontalier du Mexique où plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté, n'était pas en mesure d'accueillir des demandeurs d'asile et ne s'était engagé que sous la pression de Washington.

Les Etats-Unis ont conclu un accord similaire avec le Salvador.

Le président américain Donald Trump a fait de la lutte contre l'immigration illégale l'un des principaux chevaux de bataille de sa présidence.

APS

## SRI-LANKA Un bus tombe dans un ravin, six morts

Six personnes ont été tuées et au moins 30 autres blessées dans un accident impliquant un bus survenu, lundi à Rajouri, à proximité de la ville sri-lankaise de Madulisma.

«Un bus appartenant au Sri Lanka Transport Board est tombé dans un ravin à environ 250 kilomètres à l'est de Colombo», a indi-

qué le porte-parole de la police, notant que les blessés ont été immédiatement transportés vers un hôpital public à proximité en coopération avec la population locale.

Deux enfants figurent parmi les personnes décédées, a ajouté le responsable, notant qu'une enquête a été ouverte pour déter-

miner les causes et les circonstances exactes de l'accident. Au Sri Lanka, les accidents de la route tuent en moyenne huit personnes chaque jour. Les accidents de la route sont fréquents dans ce pays de l'Asie du sud et sont généralement dus à l'état défectueux des routes, à la vitesse et à l'inadver-

## PUBLICITÉ

# RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIZI OUZOU  
DAIRA D'OUADHIA  
COMMUNE D'AIT BOUADDOU

## AVIS DE RECRUTEMENT

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Ait-Bouaddou, lance l'ouverture du concours de recrutement dans le grade suivant :

grade	Mode de recrutement	Conditions d'accès	spécialité	Nombre de postes ouverts	Structure d'affectation	Autres conditions
Administrateur territorial	Sur titre	Titulaire d'une licence d'enseignement supérieur ou d'un titre reconnu équivalent	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sciences juridiques et administratives</li> <li>- Sciences économiques</li> <li>- Sciences financières</li> <li>- Sciences commerciales</li> <li>- Sciences de gestion</li> <li>- Sciences politiques et relation internationales</li> <li>- Sociologie : sauf spécialité sociologie éducative</li> <li>- Psychologie : spécialité organisation et travail</li> <li>- Sciences de l'information et de la communication : sauf les spécialités presse écrite et audiovisuelle</li> <li>- Science islamique : spécialité charia et droit</li> </ul>	01	Services administratifs de la commune	

► **Les dossiers de candidatures doivent comporter les pièces suivantes :**

- Une demande de participation au concours ;
- Copie certifiée conforme à l'original du titre ou du diplôme requis et le relevé de note du cursus de formation ;
- Copie certifiée conforme à l'original de la pièce d'identité nationale ;
- Fiche de renseignement dûment remplie par le candidat ;
- Deux enveloppes timbrées libellées à l'adresse du candidat.
- Extrait du casier judiciaire n°03 en cours de validité ;
- Copie certifiée conforme à l'original du document justifiant la situation du candidat vis-à-vis du service national ;
- Un acte de naissance N°07.
- 02 certificats médicaux (général et phthisiologie) attestant l'aptitude du candidat à exercer les tâches inhérentes au grade postulé ;
- Les attestations de travail précisant l'expérience professionnelle du candidat dans la spécialité, dûment visées par l'organe de sécurité sociale, pour l'expérience acquise dans le secteur privé, le cas échéant ;
- Une attestation justifiant la période de travail effectuée par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle ou sociale des jeunes diplômés et précisant l'emploi occupé, le cas échéant ;
- Tout document justifiant le suivi par le candidat d'une formation supérieure au diplôme requis dans la spécialité, le cas échéant ;
- Tout document relatif aux travaux et études réalisés par le candidat dans la spécialité, le cas échéant.

► **Après le recrutement, les candidats doivent compléter leurs dossiers par les pièces suivantes :**

- Deux (02) photos d'identité ;
- Certificat de résidence ;
- Une fiche familiale ou fiche individuelle, le cas échéant ;
- Un certificat de nationalité.

► **Délais des inscriptions et dépôt des dossiers :**

- Les dossiers de candidature de participation au concours ou test doivent être adressés dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis à :

Mr le Président de l'A.P.C d'Ait-Bouaddou  
« Service du Personnel »  
Commune Ait-Bouaddou 15025 Tizi-ouzou

► **Observations :**

- Tout dossier incomplet ou parvenu hors délai d'inscription ne sera pas pris en considération.



## Nutrition : les tomates cuites excellentes pour le cœur

On sait que manger des tomates permet de bénéficier des bienfaits du lycopène et de ses effets protecteurs contre l'infarctus. Mais savez-vous que les tomates cuites sont meilleures protectrices que les tomates crues ?

Il y a quelques mois, une étude finlandaise avait attiré l'attention sur les bienfaits des tomates pour la santé du cœur. Pendant 2 ans, des personnes avaient été suivies par les scientifiques finlandais et, au final, les personnes qui avaient un taux important de lycopène dans le sang avaient diminué leur risque d'infarctus de 39 %.

Une nouvelle dirigée par les chercheurs de l'Université de Vérone, en Italie, montre que le lycopène est un oxydant qui donne à la tomate sa belle couleur rouge et qui protège le cœur contre la formation de caillots sanguins, est présent dans de plus fortes proportions dans les tomates cuites.

Selon ces chercheurs, consommer chaque jour 80 g d'une sauce tomate maison permettrait de compenser les effets néfastes d'un repas riche en graisses sur la paroi des vaisseaux sanguins et permet de prévenir l'athérosclérose, c'est-à-dire le dépôt de lipides sur la paroi des artères. Sauces, soupes, tomates cuites sur la pizza sont également conseillés pour profiter des bienfaits du lycopène qui ferait « presque aussi bien » que certains médicaments (on parle ici des statines) pour faire baisser le taux de cholestérol !

Illustration: M. B.

## Smartphones

de d'être prudent lorsque son enfant est devant un tel appareil : « Il est préférable d'éviter des tablettes et smartphones chez les 5 ans. En effet, ils doivent d'abord être utilisés avec leurs jouets et les adultes qui les entourent, afin de stimuler tous les besoins d'interactions sociales, c'est à dire d'elles-ci qu'il va appréhender le monde, imiter les adultes et construire sa personnalité. Les nourrissons n'ont pas de notion de temps, même s'il semble que cet usage soit si simple que la télévision du fait de leur capacité à faire des jeux (comme, par exemple), il faut que les activités sur les tablettes occasionnelles et sous la supervision des parents.

# Antibiotiques C'est vrai tout ce qu'on dit ?

*Des bactéries résistantes aux antibiotiques font leur apparition dans les hôpitaux et même en médecine de ville. Alors que les pistes de recherche restent timides, que faire pour limiter les risques ?*

## De nouvelles bactéries résistantes aux antibiotiques inquiètent les médecins

Vrai: Après le H1N1, la prochaine menace sanitaire s'appellerait-elle NDM-1 ? C'est en tout cas le nom d'une nouvelle bactérie dont une enzyme inactivée des antibiotiques utilisés couramment, comme la pénicilline ou les céphalosporines.

Apparues en Inde en 2008, les bactéries produisant ces enzymes sont arrivées en Europe et ont fait beaucoup parler d'elles l'été dernier. Plusieurs dizaines de cas ont, en effet, été découverts dans des hôpitaux britanniques. Même si l'on est encore loin du scénario catastrophe d'une invasion bactérienne incontrôlable, le risque d'une propagation rapide et massive inquiète la communauté scientifique et médicale. D'autant que, face à cette menace, la recherche semble bien timide.

## Nous aurions intérêt à réduire notre consommation

Vrai: Car le problème de la résistance aux antibiotiques trouve aussi son origine, paradoxalement, dans notre consommation excessive. En éliminant les bactéries les plus sensibles, ces médicaments favorisent, même la multiplication et la dissémination des bactéries les plus résistantes. C'est le principe de la sélection naturelle. Et ce n'est pas tout. Les bactéries résistantes peuvent cumuler un, deux ou trois gènes leur conférant une résistance à autant de familles d'antibiotiques (on parle alors de bactéries multirésistantes). Pire, elles sont ensuite capables de transférer ces gènes à des bactéries jusqu'alors non résistantes.

Pour limiter ce phénomène, il faut donc utiliser les antibiotiques à bon escient. Moins les milliards de bactéries que compte notre corps seront confrontées, moins elles seront susceptibles de développer des résistances. « Quand on prend un antibiotique, on guérit une infection si – et uniquement si – elle est liée à une bactérie. Mais, on va aussi agir sur les bactéries de notre flore et favoriser l'apparition de résistances qui peuvent ensuite se propager à des bactéries pathogènes », explique le Pr Anne-Claude Crémieux. D'où la nouvelle campagne de sensibilisation lancée par l'assurance-maladie.

## En cas d'angine, la prise d'antibiotiques est indispensable

Faux: La plupart des infections saisonnières (rhino-pharyngite, bronchite aiguë, grippe, angine...) sont d'origine virale. Elles ne nécessitent donc pas d'antibiotiques, qui n'ont aucune efficacité sur les virus. Mais le diagnostic n'est pas toujours évident, notamment en cas d'angine. C'est pourquoi les médecins font souvent appel à des tests de diagnostic rapides: un simple prélèvement au niveau de la gorge permet ainsi de faire la différence entre une angine bactérienne à streptocoque, qui nécessite un antibiotique, et une banale angine virale (avec nez qui coule, petite toux sèche, enrouement...).

À déjà des problèmes pour soigner certaines infections



Vrai: Pour l'instant, les antibiotiques viennent à bout sans difficulté des angines bactériennes banales. Parmi les infections courantes, le risque de résistance le plus élevé concerne celles de l'appareil urinaire et celles que l'on attrape lors d'un séjour à l'hôpital (dites nosocomiales).

## Quand je me sens mieux, je peux arrêter le traitement

Faux: Surtout pas ! « Grâce aux antibiotiques, la fièvre disparaît en 24 à 48 heures. C'est un signe d'efficacité, pas de guérison. Si l'on arrête trop tôt, on s'expose à des rechutes », explique le Pr Anne-Claude Crémieux. Il faut donc respecter la durée de prescription, mais aussi la dose prescrite. « Une posologie trop faible favorise les bactéries un peu moins sensibles et augmente le risque de résistance », souligne le spécialiste. Et il ne faut jamais décider de prendre un antibiotique sans avis médical.

## Des vaccins peuvent diminuer l'apparition de bactéries résistantes

Vrai: La vaccination antibactérienne connaît un regain d'intérêt. Ainsi, le vaccin contre les pneumocoques (Pneumo 23®) chez les adultes, Prevenar 13® chez les enfants) est inscrit au calendrier vaccinal des tout-petits. Dans la mesure où il s'adresse principalement aux types de pneumocoques les plus résistants, il a entraîné une diminution de la résistance chez ces bactéries très pathogènes pour l'homme. D'autres vaccins antibactériens pourraient voir le jour d'ici quelques années.

Des antibiotiques plus efficaces devraient bientôt arriver sur le marché. Faux: En moyenne, il faut compter entre dix et douze ans pour développer un nouvel antibiotique. Malheureusement, l'industrie pharmaceutique s'est désengagée de cette recherche au profit de médicaments soignant des maladies chroniques, et donc plus rentables », avance le Pr Patrice Courvalin.

« Pour l'heure, on est dans le creux de la vague, confirme le Pr Crémieux. Peu de nou-

veaux antibiotiques arrivent sur le marché et les autres pistes thérapeutiques ne feront pas leur apparition à court ou à moyen terme. Même si certaines voies de recherche semblent prometteuses. C'est par exemple le cas des bactériophages, des virus capables de tuer des bactéries. Utilisés avant l'ère des antibiotiques, ils refont leur apparition dans les laboratoires. Les scientifiques ont donc l'espoir de développer, grâce à eux, de nouveaux médicaments. Mais, pour l'heure, ils ne sont pas encore sur le marché.

## Les antibiotiques, encore trop souvent automatiques...

26 % des prescriptions d'antibiotiques concernent encore des infections d'origine virale. Inutile, cela augmente le risque de résistance. 40 % des médecins déclarent que leurs patients insistent pour se faire prescrire des antibiotiques même quand ils ne sont pas nécessaires. 13 % des Français seulement savent que les antibiotiques sont inefficaces en cas de bronchite aiguë virale. Le plus souvent, elle guérit toute seule en une dizaine de jours.

39 % des Français savent que les antibiotiques sont inefficaces en cas d'angine virale. Dans ce cas, un traitement contre la douleur et la fièvre suffit.

## Une nouvelle campagne de sensibilisation

« Si on les utilise à tort, ils deviennent moins forts », tel est le message de la nouvelle campagne de l'assurance-maladie. Elle met en scène des antibiotiques personnalisés à travers deux équipiers miniatures, l'un novice, l'autre expert, qui évoluent dans un environnement grand réel au volant d'un véhicule d'intervention ultra-équipé. Alors que l'antibiotique novice est pressé d'intervenir, son collègue freine ses ardeurs: « Détends-toi, c'est une angine virale. Même si on intervient, il ne guérira pas plus vite ». Le message est décliné autour des angines et des bronchites à travers des spots TV et radio, sans oublier des annonces dans la presse et plus une présence sur le Web.

## MALI-ONU

## Le gouvernement malien réaffirme son soutien à la MINUSMA

Le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Tiébilé Dramé, s'est rendu ce lundi dans les locaux de la MINUSMA (mission de l'ONU) pour lui réaffirmer le soutien du gouvernement, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Accompagné de hauts responsables du ministère, M. Dramé a été reçu par Joanne Adamson, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations unies (RSASG) et Chef de la MINUSMA par intérim. «La MINUSMA est là (au Mali) à la demande du gouvernement et s'acquitte de son mandat à la satisfaction du gouvernement», a déclaré le ministre.

Quant à la RSASG, elle a rappelé que le rôle de la MINUSMA dans le centre du Mali, est un «soutien à la stratégie gouvernementale». Elle a exprimé «la frustration des Casques bleus sur le terrain qui veulent sauver des vies et qui en sont empêchés alors que pendant ce temps les populations subissent des attaques». Dans un premier communiqué publié le 3 janvier, le gouvernement a appelé les populations à «la retenue» et les a invité à ne pas «tomber dans le piège des ennemis de la paix».

Ce communiqué faisait suite à des manifestations contre des éléments de la mission onusienne à Bandiagara et à Bankass, au centre du Mali. Des partis politiques et des organisations de la société civile prévoient une grande marche vendredi prochain pour exiger le retrait des forces étrangères, notamment de l'opération anti-terroriste française Barkhane.

## BURKINA-FASO: Une opération antiterroriste en cours à la frontière ivoirienne

Une opération anti-terroriste menée par les forces armées burkinabè, était en cours hier à la frontière avec la Côte d'Ivoire, a indiqué une source de l'état-major des armées.

«Une opération militaire d'envergure est en cours», d'après une source, citée par des médias locaux. Des bombardements ont été entendus vers la localité d'Alidouougou, au sud-ouest du pays, à une dizaine de kilomètres de la frontière ivoirienne. «Des moyens aériens et terrestres», ont donc été mobilisés depuis le lancement de l'opération, samedi, afin de «démanteler une cellule terroriste, cachée dans les forêts environnantes», a-t-on ajouté. Cette région forestière a toujours été un couloir de trafics, d'orpaillage et de braconnage, selon la même source. Les terroristes profiteraient aussi de sa porosité pour passer d'un côté à l'autre de la frontière.

Le gouvernement burkinabè a réaffirmé sa ferme volonté de soulager les souffrances des personnes affectées par les attaques terroristes qui ont fait plusieurs morts. Mardi, le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré a appelé les populations à soutenir les forces de défense et de sécurité, soulignant que bientôt le Burkina Faso arrivera à bout du terrorisme.

Juillet dernier, le Côte d'Ivoire avait de son côté, lancé l'opération «Frontière étanche», déployant 300 soldats sur près de 1.200 kilomètres au nord du pays. D'après une source gouvernementale ivoirienne, les présidents burkinabè et ivoirien doivent se rencontrer afin de discuter de la mise en place d'opérations conjointes.

## UA :

## Chergui : «Le Conseil paix et sécurité convoque un sommet sur la Libye et le Sahel en février»

Le Conseil paix et sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) se réunira en sommet début février pour examiner la situation en Libye et au Sahel, en proie à l'instabilité depuis des années, a annoncé hier le commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA, Smail Chergui.

La réunion du CPS se tiendra à la veille du sommet de l'UA, prévu les 8 et 9 février à Addis-Abeba, a indiqué à l'APS M. Chergui. Elle sera consacrée à la «crise libyenne et à la circulation des armes qui a aggravé la situation au Sahel», a déclaré le Commissaire Chergui depuis Addis-Abeba. Au-delà de l'escalade militaire en Libye, la circulation incontrôlée des armes provenant des arsenaux libyens a fortement contribué au basculement sécuritaire dans la région du Sahel. Encouragé par le succès de sa récente médiation en Centrafrique, l'Union africaine veut reprendre le dossier libyen en main en restant engagée à appuyer une solution politique inclusive en Libye.

Lundi, le président congolais Denis Sassou Nguesso a plaidé pour que l'Afrique ne soit pas

marginalisée dans la résolution de la crise libyenne, qualifiant d'«inefficace» et «contre-productif» tout règlement qui ne tiendrait pas compte du continent. «La Libye est un pays africain et les victimes du conflit libyen sont essentiellement en Afrique. Dès lors, toute stratégie de règlement de la crise libyenne tendant à marginaliser le continent africain pourrait se révéler complètement inefficace et contre-productive», a déclaré M. Sassou Nguesso qui préside le Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye.

«Je me sens, une fois de plus, dans l'impérieuse nécessité de suggérer de nouvelles initiatives, afin que le prochain sommet de l'UA élève la résolution du drame libyen au rang de priorité majeure», a-t-il ajouté en recevant à Brazzaville les vœux du corps



diplomatique accrédité dans son pays.

Le président congolais faisait, entre autres, allusion à l'initiative turque d'envoyer des troupes sur le terrain libyen. Auparavant, Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, a réagi à la décision turque en exprimant sa préoc-

cupation quant à ses retombées. Sans nommer la Turquie, Moussa Faki Mahamat, a indiqué dans un communiqué diffusé vendredi que l'ingérence dans les affaires intérieures de la Libye «accroîtrait les risques d'une confrontation dont les mobiles n'ont rien à voir avec les intérêts des Libyens».

## LIBYE:

## L'émissaire de l'ONU réclame l'arrêt des interférences étrangères

L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, a affirmé lundi sa «colère» en réclamant une «nième» fois l'arrêt des interférences étrangères dans le conflit libyen, à l'issue d'une réunion de deux heures avec le Conseil de sécurité.

«Je suis vraiment en colère de voir que tout le monde veut parler de la Libye mais très peu des Libyens, de ce qui arrive aux Libyens», a-t-il déclaré aux médias après la réunion. «Trop c'est trop, les Libyens ont assez souffert».

Interrogé sur l'arrivée de militaires turcs en Libye, en soutien au gouvernement libyen d'union nationale (GNA), Ghassan Salamé a répondu que «le pays souffrait beaucoup trop des interférences étrangères sous différentes formes».

«Ce que je demande à ces pays est très clair: restez hors de Libye!». «Il y a assez d'armes en Libye, ils n'en ont pas besoin de plus. Il y a assez de mercenaires en Libye, alors arrêtez d'en envoyer comme c'est encore le cas aujourd'hui», a dit l'émissaire, en évoquant l'arrivée dans le pays «de centaines, probablement de milliers» d'entre eux. La Russie s'est dite étrangère à la présence d'un fort contingent de mercenaires en Libye. En rappelant l'existence d'un embargo sur les armes en Libye depuis 2011, Ghassan Salamé a lancé: «Arrêtez toutes ces interférences étrangères!» «Sortez de ce cauchemar libyen. Je demande à tous les pays de rester hors du conflit car il n'y a pas de solution militaire».

L'émissaire s'est aussi montré sévère à l'égard du Conseil de sécurité, incapable de s'entendre depuis avril sur une résolution réclamant un cessez-le-feu.

«La Libye n'est pas seulement une histoire géopolitique, c'est aussi une histoire humaine. Les gens souffrent (...) mais il n'y a pas de message international clair», a-t-il déploré. Interrogé sur la date d'une conférence internationale sur la Libye envisagée par l'Allemagne et espérée avant fin janvier, l'émissaire a indiqué la souhaiter «au plus tôt». Selon une source diplomatique, une rencontre attendue samedi à Moscou entre la chancelière allemande Angela Merkel et le président russe Vladimir Poutine pourrait être décisive à ce sujet si ce dernier accepte de participer à cette réunion internationale à laquelle serait aussi convié son homologue turc.

## La France «inquiète» du risque d'escalade lié aux interférences militaires étrangères en Libye

La France s'est dite «inquiète», lundi, du risque d'escalade lié au renforcement des interférences militaires étrangères en Libye et du bilan des derniers bombardements survenus dans ce pays, a souligné le Quai d'Orsay.

La France a rappelé «la nécessité de consolider le consensus international lors de la conférence de Berlin, afin d'établir un cessez-le-feu et de permettre la reprise d'un dialogue inter-libyens», a souligné la

porte-parole du Quai d'Orsay lors d'un point de presse électronique en réponse à une question sur la réaction de Paris à la suite de l'attaque contre une école militaire à Tripoli samedi.

Paris «soutient pleinement» le retour à un processus politique impliquant l'ensemble des parties prenantes, sous l'égide des Nations unies, afin de restaurer l'unité et la pleine souveraineté de la Libye, a ajouté la porte-parole. Le sud de Tripoli est le théâtre de combats depuis que le général à la retraite, Khalifa Haftar a lancé une offensive pour s'emparer de la capitale libyenne, siège du Gouvernement d'union nationale (GNA), en début avril. Samedi, au moins 28 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans un raid aérien contre une école militaire à Tripoli, attaque qui a été fermement condamnée notamment par l'ONU et la Ligue Arabe. De son côté, le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a appelé, lundi, toutes les parties en Libye à s'engager dans un processus politique sous la direction des Nations Unies, mettant en garde que «l'évolution récente de la situation en Libye indique qu'une escalade de la violence autour de Tripoli pourrait être imminente».

Par ailleurs, le Parlement turc avait adopté jeudi lors d'une session extraordinaire une motion qui donne à l'armée turque un mandat d'un an renouvelable pour un déploiement de militaires en Libye.

## NIGER:

## Plus de 300 demandeurs d'asile soudanais arrêtés pour avoir incendié leur camp

Plus de 300 demandeurs d'asile soudanais ont été arrêtés par la police, accusés d'avoir incendié leur camp onusien près de la ville d'Agadez, dans le nord du Niger, a annoncé, lundi, le procureur d'Agadez. «335 demandeurs d'asile identifiés pour avoir participé à l'incendie (de leur camp) ont été interpellés et mis à la disposition de la police» samedi, a affirmé à la télévision publique Seyni Saidou, procureur du tribunal de grande instance d'Agadez.

Un responsable municipal

a expliqué que «des incidents» ont éclaté, samedi, après que des centaines de demandeurs d'asile soudanais ont été délogés par les forces de sécurité des locaux du Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) où ils avaient entamé un sit-in depuis le 16 décembre, exigeant l'accélération du traitement de leurs demandes du statut de réfugié et leur acheminement vers l'Europe.

«Une fois ramenés sur leur site dans des bus, ils ont d'abord mis le feu au camp» avant de

s'en prendre «à coups de projectiles aux éléments des forces de sécurité» qui les ont escortés, a raconté ce responsable. Selon un bilan des autorités locales, sur les «331 habitations» du camp, «290 habitations et l'infirmerie ont été réduites en cendres». Au moins deux personnes ont été blessées par les manifestants qui ont «cassé des vitres des bus».

Les personnes arrêtées «sont poursuivies pour des infractions graves à la loi pénale» dont «l'atroupement non armé sur la voie publique, la rébellion

par destruction volontaire des biens meubles et immeubles et l'incendie volontaire des lieux servant d'habitation», a noté le procureur. Quelque 1400 Soudanais ayant fui depuis 2017 l'insécurité et l'esclavage en Libye vivent dans ce camp à une dizaine de km de la ville d'Agadez. Depuis 2018, ces Soudanais manifestent régulièrement à Niamey et à Agadez pour exiger une accélération de leur installation dans des pays d'accueil, notamment en Europe.

## SITUATION EN IRAK

## L'armée américaine annonce à l'Irak se redéployer en vue d'un retrait

L'armée américaine a indiqué lundi soir au numéro deux du commandement militaire irakien qu'elle va "repositionner" les forces de la coalition antiterroristes dans le but d'"un retrait de l'Irak de manière sécurisée et efficace", dans une lettre.

Deux responsables militaires américain et irakien ont confirmé l'authenticité de cette lettre signée du général William H. Seely, commandant des opérations militaires américaines en Irak. «Nous respectons votre décision souveraine qui ordonne notre départ», indique la missive, au lendemain d'un vote au Parlement exhortant le gouvernement à expulser les troupes étrangères d'Irak après l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani et de l'homme de l'Iran en Irak, Abou Mehdi al-Mouhandis, vendredi à Bagdad.

«Par respect pour la souveraineté de la République d'Irak, et comme demandé par le Parlement et le Premier ministre, la Coalition va repositionner ses forces (...) pour s'assurer que le retrait d'Irak est mené de manière sécurisée et efficace», peut-on lire dans cette lettre. Dans le cadre des préparations de ce retrait, la lettre annonce «une augmentation des déplacements en hélicoptères au-dessus et aux alentours de la Zone verte (...) durant la nuit», alors que de nombreux hélicoptères survolent le centre de Bagdad depuis plusieurs nuits. Les Etats-Unis comptaient 5.200 soldats en Irak, jusqu'à l'arrivée la semaine dernière de plusieurs centaines d'autres pour protéger l'ambassade dans la Zone verte – un quartier ultra-sécurisé de Bagdad –, attaquée mardi par des milliers de pro-Iran.

Face à la montée des tensions, Washington avait annoncé récemment le déploiement de 3.000 à 3.500 soldats supplémentaires dans la région, «très probablement» pour en envoyer une partie en Irak, selon un responsable américain. Lundi, le Premier ministre démissionnaire irakien Adel Abdel Mahdi a reçu l'ambassadeur américain Matthew Tueller, selon son bureau. M. Abdel Mahdi a insisté sur «la nécessité de travailler ensemble pour retirer les forces étrangères d'Irak comme l'a réclamé le Parlement pour repartir sur de bonnes bases avec les Etats-Unis», selon son bureau. La coalition antiterroristes formée pour lutter contre le groupe terroriste Etat islamique (EI) – qui s'était éparpillé en 2014 d'un tiers du ter-

ritoire irakien et de larges pans de la Syrie – n'a pas réagi dans l'immédiat. Il n'était pas clair si ces mouvements de troupes concernaient l'ensemble des soldats des 76 pays membres de la coalition.

#### Attaque de l'ambassade US à Bagdad: Washington reproche leur silence à Moscou et Pékin qui s'insurgent

Les Etats-Unis ont reproché lundi à la Russie et la Chine leur silence après l'attaque il y a près d'une semaine à Bagdad de l'ambassade américaine par des manifestants irakiens, s'attirant une vive réplique de Moscou et Pékin. En se félicitant que 27 des 193 membres des Nations unies aient condamné l'attaque lancée le 31 décembre, la mission américaine à l'ONU a souligné dans un communiqué que leur réaction «contraste avec le silence du Conseil de sécurité de l'ONU à cause de deux membres permanents - la Russie et la Chine - qui se sont opposés à l'adoption d'une déclaration». «Interdire au Conseil de sécurité d'exprimer la déclaration la plus élémentaire sur l'inviolabilité des locaux diplomatiques et consulaires met en cause une nouvelle fois la crédibilité du Conseil», ajoute le communiqué. Alors qu'un soutien au respect de la protection des bâtiments diplomatiques, régie par la Convention de Vienne de 1961, «ne devrait être ni controversé ni demander du courage», insiste la mission américaine. Le 31 décembre, l'attaque spectaculaire de manifestants irakiens menée contre l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad, qui n'a pas fait de blessés, visait à protester contre des frappes américaines meurtrières contre des positions des Brigades du Hezbollah. Cette faction a été accusée par Washington d'être derrière des tirs de roquettes ayant tué quelques jours auparavant un sous-traitant américain dans une base militaire du nord de l'Irak. Après cette attaque contre leur ambassade, les Etats-Unis ont tué le 3 janvier en Irak, lors d'un raid aérien, un général iranien, Qassem Soleimani, et son lieutenant irakien, Abou Mehdi al-Mouhandis. La Russie et la Chine ont rejeté catégoriquement lundi les accusations



américaines, soulignant qu'entre-temps les Etats-Unis avaient assassiné deux responsables iraniens et irakiens et qu'il n'était pas possible d'en faire abstraction dans une déclaration condamnant l'attaque contre l'ambassade américaine. «Par principe, nous condamnons fermement toute attaque contre n'importe quelle ambassade partout dans le monde», a souligné devant des médias l'ambassadeur russe à l'ONU, Vassily Nebenzia. «La déclaration était presque prête et nous avions donné notre accord aux Etats-Unis. Quand le raid aérien le 3 janvier est survenu (...), je n'ai pas tenu compte dans le contexte de l'opération», a-t-il expliqué, en indiquant qu'il aurait fallu aussi parler dans le texte d'intégrité territoriale et de souveraineté. «La Chine n'accepte pas les accusations américaines», a aussi réagi son homologue chinois, Zhang Jun. «La Chine soutient fermement la protection des missions étrangères en accord avec le droit international. L'action militaire unilatérale américaine a conduit à des changements radicaux dans la situation régionale» alors que toute action du Conseil de sécurité «doit refléter les derniers développements afin de prévenir toute escalade», a-t-il dit.

#### Tensions dans le monde: M. Guterres appelle à la retenue maximale

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé, lundi, les dirigeants du monde à la «retenue maximale» et à «renouer le dialogue» pour «stopper l'escalade» des tensions internationales. «Les tensions géopolitiques sont à leur plus haut niveau du siècle et ces turbulences augmentent», a affirmé M. Guterres dans une déclaration solennelle au siège

des Nations unies, lors de laquelle il a souhaité que «l'année 2020 soit bien meilleure que 2019». «Ce chaudron de tensions mène de plus en plus de pays à prendre des décisions imprévisibles, aux conséquences imprévisibles et avec des forts risques de mauvais calculs», a-t-il dit, sans explicitement mentionner les tensions extrêmes au Moyen-Orient après la mort d'un haut dirigeant militaire iranien dans une frappe américaine.

Il a assuré qu'il est «en contact permanent avec les dirigeants du monde», il leur a adressé un message «simple et clair»: «Arrêtez l'escalade, exercez une retenue maximale, renouez le dialogue, renouez la coopération internationale». L'Iran a promis de venger la mort du général Qassem Soleimani, tué vendredi dans un raid américain près de Bagdad. Mais le président américain, Donald Trump, a à son tour menacé la République islamique de représailles majeures en cas d'attaque, relançant le spectre d'un conflit ouvert entre les deux pays. Après la mort du général Soleimani, M. Guterres avait souligné que «le monde ne (pouvait) se permettre une nouvelle guerre dans le Golfe».

Le secrétaire général de l'ONU a également évoqué «les conflits commerciaux et technologiques qui brisent les marchés mondiaux, sapent la croissance et élargissent les inégalités», ainsi que la «crise climatique (qui) fait rage».

Il s'est aussi inquiété de l'augmentation de l'instabilité sociale, de l'extrémisme, du nationalisme et de la radicalisation, «avec une dangereuse avancée du terrorisme, notamment en Afrique» où les groupes terroristes multiplient les attaques.

#### FRANCE/RETRAITES: Edouard Philippe appelle à ce que «chacun bouge un peu» pour parvenir à un compromis

Le Premier ministre français Edouard Philippe a appelé hier à ce que «chacun bouge un peu» afin de parvenir à un «compromis» sur la réforme des retraites, juste avant l'ouverture de négociations avec les syndicats.

Au 34e jour d'une grève qui paralyse en particulier les transports parisiens, M. Philippe a donné des signes d'ouverture. «Je suis ouvert à des discussions sur beaucoup de sujets et j'entends parfois d'excellentes idées», a-t-il déclaré sur la radio RTL.

Le Premier ministre a notamment accueilli favorablement une idée du syndicat réformiste CFTD, qui avait plaidé dimanche pour l'organisation d'une «conférence de financement» du système de retraite distincte du projet de loi actuellement en préparation.

«Je ferai des propositions aux organisations syndicales dans deux heures qui nous permettront peut-être de donner un contenu, un calendrier, un mandat à cette conférence de financement, et donc d'avancer», a-t-il déclaré avant une rencontre multilatérale avec les organisations syndicales. Le principal point de blocage actuel est la mise en place d'un «âge pivot» de 64 ans, pour inciter financièrement les Français à travailler au-delà de l'âge légal de départ à la retraite actuellement fixé à 62 ans. La CFTD, premier syndicat français qui soutient le principe général de la réforme, est fermement opposée à ce système de décote/surcote.

Pour Edouard Philippe, «l'équilibre (financier, ndr) du système doit être garanti» et «je propose de le garantir par la mise en place d'un âge pivot». «Mais si les organisations syndicales et patronales s'entendent pour un meilleur système, je le prendrai», a-t-il assuré. Lors de ses vœux, le président Emmanuel Macron avait exhorté le gouvernement à trouver «un compromis rapide» pour sortir de ce conflit, le plus long depuis la création de la compagnie ferroviaire SNCF en 1938.

## PALESTINE-ISRAËL

## Israël approuve la construction de plus de 1.900 nouveaux logements dans les colonies israéliennes en Territoire palestinien occupé (ONG)

Les autorités d'occupation israéliennes ont approuvé la construction de 1.936 nouveaux logements dans des colonies israéliennes en territoire palestinien occupé, en plein essor depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, allié clé du Premier ministre Benjamin Netanyahu, a annoncé lundi une ONG locale. Le Haut comité de planification de l'Autorité civile israélienne a donné son aval à la construction de ces logements lors de rencontres dimanche et lundi, a indiqué dans un communiqué l'ONG israélienne La Paix maintenant, qui suit de près ce dossier sensible. Plus précisément, cette organisation a fait état de 1.150 projets approuvés pour la phase

de dépôt et 786 pour la phase finale de validation, incluant 258 logements à Haresha, une colonie établie sur des terres privées palestiniennes qui font l'objet d'un contentieux. Ces annonces interviennent alors que M. Netanyahu dirige un gouvernement intérimaire car en campagne en vue des élections législatives du 2 mars prochain.

«Bien qu'il n'ait pas de mandat clair, ce gouvernement agit comme si de rien n'était et continue de promouvoir la construction nocive et non nécessaire dans les territoires occupés», souligne dans un communiqué La Paix maintenant, organisation hostile au développement des colonies. Les colonies sont toutes illégales au regard du droit in-

ternational, mais l'administration Trump a annoncé cet automne un changement de politique, jugeant désormais que pour Washington elles n'étaient pas illégales.

Cette décision avait été fustigée par les autorités palestiniennes, mais saluée par Benjamin Netanyahu qui a courtoisément l'électorat des colonies pour tenter de remporter les élections d'avril et septembre n'ayant pas réussi à faire de vainqueur clair, d'où la troisième élection en moins d'un an, le 2 mars prochain. La colonisation par Israël de la Cisjordanie occupée et d'Al Qods-Est annexée s'est poursuivie sous tous les gouvernements israéliens depuis 1967.

Plus de 600.000 colons israéliens sont

installés sur ces territoires où vivent près de trois millions de Palestiniens. La colonisation s'est accélérée ces dernières années sous l'impulsion du Premier ministre Netanyahu et de son allié à Washington, le président Donald Trump. Ce dernier a infléchi sa politique régionale en faveur d'Israël, en reconnaissant Al Qods comme capitale de l'Etat hébreu et en coupant des fonds destinés aux Palestiniens. Selon les données compilées par La Paix maintenant, le nombre d'unités de logement approuvées dans les colonies depuis que Donald Trump est président des Etats-Unis, a presque doublé (+90%).

## CÉLÉBRATION DE YENNAYER À CHLEF : 1<sup>re</sup> édition du meilleur couscous amazigh

La 1<sup>ère</sup> édition du concours du meilleur couscous amazigh a été ouverte, lundi à Chlef, à l'initiative de la direction de la Culture de la wilaya, avec la participation d'une vingtaine de concurrents de différentes régions du pays, a-t-on appris auprès des organisateurs.



Abritée par le CFPA Saâdi-Lounes du centre ville de Chlef, la manifestation, inscrite au titre des festivités de célébration du nouvel an amazigh (Yennayer) et organisée en collaboration avec l'association d'échange culturel «Ahlem», «vise la préservation de ce plat populaire par excellence et son ancrage dans les traditions de consommation du citoyen algérien», est-il ajouté.

«L'idée d'organisation de ce concours, avec l'aide du cuisinier professionnel Mustapha Besaâdi, sous le signe + Le couscous, des goûts et des couleurs+ se veut une contribution à la mise en lumière de la cuisine amazigh, en tant qu'expression de la culture et de l'identité de nos ancêtres», a indiqué à l'APS la directrice de la culture de Chlef, Fatima Bekkara, soulignant, en outre «la grande diversité des méthodes de préparation et de présentation de ce met traditionnel».

Cette initiative, ayant attiré un grand nombre d'amateurs de cuisine de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya a été, également, saluée par Mustapha Besaâdi, qui a mis en exergue sa contribution dans «la préservation de différents recettes de préparation de ce met, dont particulièrement celles basées sur des produits naturels (légumes), ayant toujours consacré la relation profonde de l'humain amazigh, avec sa terre», a-t-il estimé.

Il a cité parmi les principales conditions de participation à ce concours du meilleur couscous, l'intégration dans la recette de la courge et du navet.

Le jury de ce concours englobe de nombreux cuisiniers connus de la scène nationale, à l'image de Mme. Rezki Mokhtarria, outre des cuisiniers professionnels étrangers (Égypte, Tunisie, Syrie et Liban). Sachant que les résultats seront annoncés, demain

mardi, avec la remise des prix aux trois premiers lauréats le 12 du mois en cours, jour de célébration officielle du nouvel an amazigh.

De nombreux participants à ce concours culinaire ont salué l'organisation de ce type de manifestations en «relation avec les us et coutumes de la société algérienne et visant à préserver des mets traditionnels et naturels», selon leur expression.

«Il s'agit d'une contribution de notre part pour la sauvegarde du patrimoine amazigh, qui ne se réduit pas à des habits traditionnels ou des chants, mais englobe, aussi, un art et des traditions culinaires», a soutenu, pour sa part, la présidente de l'association «Ahlem», Kheira Barbari.

Selon les organisateurs, la prochaine édition de ce concours «sera élargie à d'autres plats du patrimoine amazigh, avec la possibilité d'ouverture de la participation à des pays arabes», ont-ils indiqué.

### CINÉMA

## «Star Wars» toujours en force au sommet du box-office nord-américain

La saga planétaire «Star Wars» a continué à mener la course à la vitesse de la lumière ce week-end, en conservant de loin la tête du box-office nord-américain grâce à son dernier opus, «L'Ascension de Skywalker», selon les chiffres définitifs publiés lundi par la société spécialisée Exhibitor Relations.

Le long-métrage de Disney, qui clôt la franchise vieille de 42 ans, a récolté 34,5 millions de dollars de vendredi à dimanche. Il a ainsi engrangé au total en trois semaines quelque 451 millions de dollars aux États-Unis et au Canada.

Derrière cette première place, Sony a aussi réalisé un très bon week-end en qualifiant trois films dans le Top 5. Son «Jumanji: next level», mettant en scène des jeunes propulsés comme personnages dans un jeu vidéo, s'accroche ainsi à la deuxième place, avec des recettes de 26,2 millions de dollars pour le week-end (23,6 millions en quatre semaines).

Sur la troisième marche du podium, «Les Filles du Docteur March» (également un film Sony), nouvelle adaptation du roman de Louisa May Alcott avec notamment Emma Watson et Meryl Streep, a réuni 13,6 millions de dollars pour sa

deuxième semaine (60 millions au total depuis sa sortie voici deux semaines).

À la quatrième place, «La Reine des Neiges 2» continue sur sa lancée, récoltant pour sa septième semaine quelque 11,8 millions de dollars. Ce deuxième opus, qui creuse l'histoire de la famille royale d'Arendelle, a battu le record historique de recettes mondiales pour un film d'animation, avec 1,3 milliard de dollars, devançant «Les Indestructibles 2», a annoncé Disney. En cinquième position se trouve la nouveauté de la semaine, encore un film Sony: «The Grudge», nouvelle version d'un film d'horreur japonais sorti en 2002, qui a engrangé 11,4 millions de dollars.

#### Voici le reste du Top 10:

6. «Les Incognitos»: 10,4 millions de dollars ce week-end (47 millions au total depuis sa sortie il y a deux semaines)
7. «A couteaux tirés»: 8,9 millions (130,1 millions en six semaines)
8. «Uncut Gems»: 7,6 millions (36,6 en quatre semaines)
9. «Scandale»: 4 millions (24,6 en quatre semaines)
10. «Cats»: 2,6 millions (24,7 en trois semaines).

### PUBLICITÉ

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUIRA  
DAÏRA DE SOUR-EL-GHOZLANE  
COMMUNE DE SOUR-EL-GHOZLANE  
IMMATRICULATION FISCALE : 096210389000238

## Avis d'annulation de l'attribution provisoire

En application des dispositions des articles 40, 82 et 161 du décret présidentiel N° : 15/247 du 16 septembre 2016 modifié et complété portant réglementation des marchés publics, le président de l'assemblée populaire communale de Sour-El-Ghozlane informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national publié dans les quotidiens **DK NEWS** en date du 17/10/2019 et **ahlem** en date du 15/10/2019 relatif au projet suivant l'approvisionnement des cantines scolaires durant l'année 2020.

**Lot n°01 fruits et légumes - lot 02 viandes rouge et blanche + œufs - lot 3 alimentation général et pains.** provisoire public en date du 24/12/2019 dans les mêmes quotidiens le après l'attribution président de l'assemblée populaire communale de Sour-El-Ghozlane annule l'attribution provisoire du

**Lot n°1 fruits et légumes** Parce que le fournisseur n'accepte pas la réception de la notification du contrat.

DK NEWS

Anep : 2016000328 du 08/01/2020

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE LAGHOUAT  
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  
CITE SASSI BOULAFAA WILAYA DE LAGHOUAT  
NIF: 001303019002462

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DES MARCHES /CONVENTIONS

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16 /09/ 2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public ; la direction des équipements publics de la wilaya de Laghouat informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 40/2019 paru dans la presse **الشروق** du 10/12/2019 et **DK NEWS** du 07/12/2019 portant Réalisation d'un CEM base 05/200 ration à OUED MORRA selon les lots désigné au tableau ci-dessous :

La procédure d'évaluation et d'analyse des offres, faite conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, a donné les résultats suivants :

Désignation des lots	Entreprise retenue et NIF	Montant après vérification	Délais	Obs.
Lot n° 01 : groupe pédagogique 01 (09 classes + bloc sanitaire + administration)	OUARNOUGH MOHAMED 195403190000648	34.008.382,39 DA	09 mois	Moins disant
Lot n° 02: groupe pédagogique 02(04 classes + bloc sanitaire +02 laboratoire + salle polyvalente + salle des profs +atelier+ clôture).	KOURICHI MOHAMED 797103190121923	33.331.407,34 DA	09 mois	Moins disant

les soumissionnaires ont un délai de dix (10) jours à partir de la première parution du présent avis pour s'adresser à monsieur le président de la commission des marchés publics de la wilaya de Laghouat pour éventuels recours.

Les soumissionnaires ont un délai de 03 Jours à partir de la première parution du présent avis pour se rapprocher de la direction des équipements publics (service équipement) de la wilaya de Laghouat afin de prendre connaissance des résultats d'évaluation de leurs offres technique et financière

DK NEWS

Anep : 2016000334 du 08/01/2020

## ÉTATS UNIS

# Avec un nouveau lancement, SpaceX prêt à devenir le plus grand opérateur satellitaire privé

La société spatiale californienne SpaceX va lancer lundi 60 satellites supplémentaires pour sa constellation Starlink de fourniture d'internet à haut débit depuis l'espace, un service destiné à couvrir en priorité les zones isolées du globe.

Si le lancement réussit, la constellation aura un peu moins de 180 satellites en orbite, après deux lancements de 60 l'an dernier (une partie des satellites lancés auparavant sont tombés en panne). Planet Labs, basée à San Francisco et qui photographie toute la Terre en haute résolution tous les jours, a environ 140 satellites actifs en orbite, ce qui représente la plus grande constellation active actuellement.

SpaceX utilise ses propres fusées Falcon 9, qui sont réutilisables, et a prévu une cadence de lancements inédite: elle en prévoit deux autres d'ici fin janvier, et une responsable de SpaceX avait dit en septembre qu'elle espérait réaliser deux lancements par mois en 2020, un rythme que la société n'a pas encore prouvé qu'elle était capable de tenir, techniquement ou financièrement. Au total, la société fondée par Elon Musk a demandé des licences pour envoyer jusqu'à 42.000 satellites, un chiffre tout à fait hypothétique à ce stade. Mais SpaceX a dit que son service internet serait opérationnel en 2020 pour le Canada et le nord des États-Unis, et que le reste du monde serait progressivement couvert ensuite, au fil des lancements. Si la constellation se

concrétise, SpaceX aura plus de satellites en activité que l'ensemble des autres opérateurs de la planète réunis, civils et militaires, qu'on estime à environ 2.100. Les petits satellites Starlink d'environ 200 kg, équipés d'un panneau solaire, sont fabriqués, lancés et opérés par SpaceX. Ils seront déployés par une fusée à 290 km d'altitude, et mettront un à quatre mois pour atteindre leur orbite opérationnelle de 550 km.

Le lancement de lundi est prévu à 21h19 (02h19 GMT mardi) depuis Cap Canaveral en Floride. L'altitude relativement basse de 550 km devrait permettre un temps de réponse plus rapide que les satellites de télécommunications traditionnels, qui volent en orbite géostationnaire à 36.000 km. Ce temps réduit est crucial pour les jeux vidéo en ligne, ou les conversations vidéo. Le maillage du ciel devra être assez dense pour que plusieurs satellites Starlink soient toujours en ligne directe avec l'abonné. SpaceX n'a pas dévoilé de prix ou de mode d'abonnement, mais le terminal de réception devrait avoir une antenne plate de la taille d'une boîte de pizza. Le marché le plus lucratif n'est pas les internautes des villes et des zones déjà bien reliées à internet



par la fibre ou le câble, mais des régions mal reliées, rurales, désertiques, maritimes... Le lancement de la première grappe en mai 2019 avait provoqué un émoi dans la communauté des astronomes, car le «train» de 60 satellites était clairement visible dans le ciel nocturne, la lumière du Soleil se reflétant sur les appareils en altitude.

L'idée que des milliers d'autres les rejoignent dans l'espace faisait craindre un ciel moucheté et ruiné à jamais pour les observations astronomiques. Après avoir balayé ces critiques, Elon Musk a reconnu leur légitimité. L'un des 60 satellites lancés lundi a un traitement différent sur sa surface, afin qu'il reflète moins la lumière. «Mais SpaceX n'a pas encore rassuré les

astronomes», dit Laura Seward Forczyk, analyste du secteur spatial. Il faudra plusieurs jours pour comparer cette nouvelle version des satellites Starlink à la précédente. OneWeb est l'autre société avancée pour fournir un nouvel internet à haut débit depuis l'espace. La société veut couvrir l'Arctique avec du très haut débit (375 giga par seconde) au-dessus du 60e parallèle à la fin de 2020, avec une couverture 24h/24 au début de 2021. OneWeb n'a que six satellites en orbite aujourd'hui, mais prépare des lancements d'une trentaine de satellites à chaque fois, avec un objectif final de 650 appareils. Là encore, la société devra prouver qu'elle a la capacité financière de réaliser ce lourd investissement initial.

## Facebook veut limiter les deepfakes

En prévision des prochaines élections présidentielles américaines, de novembre 2020, le réseau social, sort la grosse artillerie en modifiant ses conditions d'utilisation pour faire barrage aux deepfakes. Ce sont ces vidéos truquées à l'aide de l'intelligence artificielle qui permet de faire dire ce que l'on veut à quelqu'un ou de le montrer dans des situations irréelles. L'exemple le plus illustre fut cette vidéo qui a circulé sur les réseaux sociaux dans laquelle on voit Brak Obama l'ancien président américain fustiger son successeur. Le site onet.com qui se fait l'écho de cette nouvelle, juge que «même si elles sont parfois utilisées pour faire des blagues pas toujours de très bon goût, de nombreuses personnes les prennent pour argent comptant et les partagent, contribuant ainsi à la propagation de fausses informations, notamment sur les réseaux sociaux. « Dans un premier temps, Facebook a lancé un service le Deepfake Detection Challenge destiné à repérer ce genre de vidéos. Maintenant, en changeant ses conditions d'utilisation, le réseau social entend «mettre en quarantaine» ces vidéos truquées, afin, explique-t-il d'éviter «la propagation de fausses informations avant les présidentielles américaines, concernant toutes les vidéos ayant été modifiées grâce à l'utilisation d'intelligences artificielles ou de machine learning », rapporte onet.com dans un article daté du 7 janvier. Les documents ainsi repérés seront classés comme tels mais ne devraient pas subir de filtrage selon les responsables du réseau social.

DKNews

## PUBLICITÉ

## La Nasa découvre une autre planète de la taille de la Terre dans une «zone habitable»

La Nasa a annoncé lundi que son satellite TESS, chasseur de planètes, avait permis de découvrir une nouvelle planète de la taille de la Terre et à une distance ni trop proche, ni trop éloignée de son étoile pour que de l'eau liquide y soit présente (peut-être).

La planète est baptisée «TOI 700 d» et est relativement proche de nous: à cent années-lumière, a annoncé le Jet Propulsion Laboratory de la Nasa lors de la conférence hivernale de la société américaine d'astronomie à Honolulu, à Hawaï.

«TESS a été conçu et lancé spécifiquement pour trouver des planètes de la taille de la Terre et en orbite autour d'étoiles proches», a déclaré Paul Hertz, directeur de la division d'astrophysique de la Nasa. Le système a failli être raté par TESS, mais plusieurs astronomes amateurs, dont un lycéen du nom d'Alton Spencer et salué par la Nasa, ont découvert une erreur de classification initiale, ce qui a permis de comprendre la vraie nature du système. La découverte a ensuite été confirmée par le télescope spatial Spitzer.

Quelques autres planètes de type similaire ont été découvertes auparavant, notamment par l'ancien télescope spatial Kepler, mais c'est la première par TESS,



lancé en 2018. TESS fixe une partie du ciel pour détecter si des objets - des planètes - passent devant des étoiles, ce qui cause une baisse temporaire de luminosité de l'étoile. Cela permet à TESS d'inférer la présence d'une planète, sa taille, son orbite, etc.

L'étoile TOI 700 est petite, environ 40% la taille et la masse de notre Soleil, avec une température de surface inférieure de moitié. TESS a découvert trois planètes autour de cette étoile, nommées TOI 700 b, c, et d. Seule la «d» est dans la zone dite habitable. Elle fait presque la taille de la Terre (20% de plus), et fait le tour de son étoile en 37 jours.

Elle reçoit 86% de l'énergie fournie par le Soleil à la Terre. Reste à savoir de quoi elle est composée. Les chercheurs ont généré des modèles à partir de la taille et du type de l'étoile, afin de prédire la composition de l'atmosphère et la tempé-

rature de surface. L'une des simulations, explique la Nasa, est une planète couverte par des océans avec «une atmosphère dense et dominée par le dioxyde de carbone, similaire à ce à quoi Mars ressemblait quand elle était jeune, selon les suppositions des scientifiques». Une face de cette planète fait toujours face à son étoile, comme c'est le cas de la Lune avec la Terre, un phénomène appelé rotation synchrone. Cette face serait constamment couverte de nuages, selon ce modèle. Une autre simulation prédit une version de la Terre sans océans, où les vents souffleraient de la face cachée vers la face éclairée. De multiples astronomes vont désormais observer la planète avec d'autres instruments, obtenant de nouvelles données qui correspondront peut-être à l'un des modèles prédits par la Nasa.

APS

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES ENERGIES RENOUVELABLES  
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
DE LA WILAYA D'ADRAR

## MISE EN DEMEURE N°02

- Suite à L'ODS de lancement des travaux n°03/2019 en date du 26/11/2019.
- Suite au non lancement des travaux de réalisation enregistré.
- Suite au délai d'exécution qui est fixée à 25 jours.
- Suite à l'expiration du délai.
- Suite à la mise en demeure n°01 en date du 30/12/2019.
- Suite au PV de visite effectuée au chantier en date du 06/01/2020 nous avons constaté que l'entreprise n'a pas entamer les travaux de réalisation.

Une deuxième mise en demeure est adressée à l'entreprise SARL ADEL SERVICES GHARDAIA, sise à hay El Batha Metlili Wilaya de Ghardaia Boudjerada Abdelmalek titulaire du contrat de convention visé par le contrôleur financier en date du 25/06/2019, sous le numéro 779, relatif au projet du lot n°08: «Réalisation d'une clôture en Zimmerman de 2500 ML zone gerboise bleue partie A», dans le cadre de l'opération «Réalisation des clôtures pour les anciens sites nucléaires à Hamoudia Reggane», pour commencer les travaux et ceci dans un délai de 08 jours à compter de la date de parution du présent avis.

Faute de quoi, des mesures réglementaires seront appliquées à l'encontre de l'entreprise.





## CHAMPIONNAT RÉGIONAL OUEST DES ÉCHECS INDIVIDUELS: Mostaganem accueillera la compétition du 9 au 11 janvier

Le championnat régional Ouest individuels toutes catégories des échecs aura lieu du 9 au 11 janvier au camp des jeunes de Salamandre à Mostaganem, a-t-on appris hier des organisateurs.

Cette manifestation sportive de trois jours, organisée par la ligue wilaya de Mostaganem en collaboration avec la Fédération algérienne des échecs (FAE), verra la participation plus de 90 athlètes de différents clubs et associations sportives de la région Ouest.

Ce championnat sera disputé selon le système toutes rondes à la cadence de 90 minutes finish avec l'ajout de 30 secondes, homologué par la Fédération internationale des échecs.

À l'issue de cette phase régionale, les 7 premiers seront qualifiés aux demi-finales du championnat national individuels toutes catégories, prévue le mois de février prochain. Le lieu reste à désigner.

## KARATÉ DO / ALGÉRIE - FORMATION : Un stage pour les entraîneurs et les athlètes de Khenchela

Les karatékas de la wilaya de Khenchela bénéficieront d'une «formation de haut niveau», le vendredi 10 janvier courant et qui sera dirigée par la Maître Abdelkader Ladjel, titulaire de la 8e Dan et actuel Directeur des équipes nationales algériennes (DEN), a-t-on appris lundi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAK).

«La première partie de cette formation, entre 8h00 et 12h30 sera destinée aux athlètes, alors que la deuxième partie, entre 14h00 et 17h00 sera destinée aux entraîneurs», a précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué.

Trois clubs de la région sont à l'initiative de cette formation, à savoir : Abtal Karaté de Khenchela, Nadi Wiam Khenchela et Nadi Essalam de Nessigha, en étroite collaboration avec la Ligue de wilaya locale.

Il s'agit du deuxième stage pour Abdelkader Ladjel dans la région, après celui d'oum El Bouaghi, qu'il avait dirigé les 3 et 4 janvier courant, avec la participation du Maître Tarek Ziar, titulaire de la 5e Dan. Des stages destinés à vulgariser la discipline dans la région des Hauts-Plateaux.

## TENNIS / MEILLEUR JOUEUR ARABE 2019: L'Algérien Youcef Rihane sacré

Le tennisman algérien Youcef Rihane est sacré meilleur joueur arabe pour l'année 2019, suivant le classement final, dévoilée hier par l'Union arabe de la discipline (UAT).

L'Algérien a été primé pour avoir terminé 2019 à la 68e place du classement mondial "juniors" de la Fédération internationale de tennis (ITF), devant le Marocain Safouane El Mesbahi (246e mondial), au moment où le Jordanien Abdallah Chelbaya a pris la troisième place, en étant 268e.

Rihane, vice-champion d'Afrique en titre, s'était distingué dans plusieurs compétitions internationales en 2019, tout en prenant part à de prestigieux tournois du Grand Chelem, comme Roland Garros, Wimbledon et l'US Open.

Chez les filles, l'Algérienne Inès Bekrar (17 ans) a terminé l'année à la 6e place, assez loin derrière la Marocaine Yasmine El Kebbadj, sacrée devant l'Égyptienne Maria Charles, au moment où une autre marocaine, Sarah Akid, a pris la troisième place.



## CYCLISME / ALGÉRIE - FORMATION : 3 juniors algériens en stage au Caire

Trois cyclistes algériens (2 garçons et 1 fille), relevant de la catégorie "juniors", se trouvent actuellement au Caire (Égypte), pour un stage de préparation, en vue des importantes échéances à venir, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAC). Il s'agit de Youcef Boukhari et

Seddik Bengani, les deux médaillés d'or aux derniers championnats arabes sur route et sur piste, ainsi que Nesrine Houili chez les filles.

Pendant ce stage, qui se prolongera jusqu'au 20 janvier courant et qui sera ponctué par une participation aux Championnats d'Afrique sur piste, les

jeunes algériens seront encadrés par des experts de l'Union cycliste internationale (UCI).

Ce stage est d'ailleurs entièrement pris en charge par l'instance internationale, et ce, dans le cadre de son programme "solidarité UCI", a-t-on encore appris de mêmes sources.

## HANDBALL / CAN-2020 (PRÉPARATION) : Algérie - Angola en amical demain à Alger

L'équipe nationale de handball (messieurs) affrontera son homologue angolaise, jeudi à la salle d'Aïn Taya (Est d'Alger) à 18h00, en match amical préparatoire, en prévision de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2020 en Tunisie (16-26 janvier), a annoncé la Fédération algérienne (FAHB) lundi soir sur sa page Facebook.

Le Sept national devra affronter le même adversaire pour un second test samedi, dans ce qui sera son dernier match de préparation avant son départ pour la Tunisie.

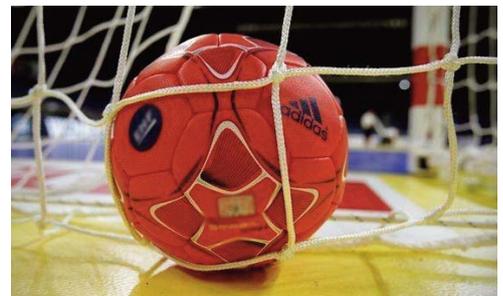
En vue de l'ultime stage qui se déroule actuellement à domicile, le sélectionneur français Alain Portes a fait appel à 19 joueurs, dont cinq

évoquant à l'étranger. Les coéquipiers de Messaoud Berkous (GS Pétroliers) ont pris part récemment au tournoi «Carpati» en Roumanie, soldé par deux défaites respectivement devant la Macédoine (24-25) et les Pays-Bas (26-28). Lors de la 24e édition de la CAN, l'Algérie évoluera dans le groupe D à quatre équipes (après le retrait du Sénégal, ndr), en compagnie du Maroc, du Congo et de la Zambie.

Les quatre équipes se qualifient pour les huitièmes de finale.

Les «Verts» débiteront le 16 janvier face aux Zambiens.

De son côté, l'Angola, 3e au classement de la dernière édition disputée à Libreville



en 2018, évoluera dans le groupe B en compagnie du Gabon, de la Libye et du Nigeria. Seize pays participeront à la CAN-2020, dont le vainqueur final empochera l'unique billet qualificatif pour les Jeux Olympiques To-

kyo-2020. Le rendez-vous de Tunisie est également qualificatif au Championnat du monde Égypte-2021. La dernière participation algérienne aux Jeux Olympiques remonte à 1996 à Atlanta (Etats-Unis).

## BASKET / PRÉ-QUALIFICATIONS À L'AFROBASKET-2021 : L'Algérie en stage en Turquie

La sélection algérienne de basket-ball (messieurs) sera en stage du 7 au 12 janvier à Istanbul (Turquie), en prévision du tournoi des pré-qualifications pour l'Afrobasket 2021 (groupe A), prévu les 15 et 16 janvier à Alger.

Dans une déclaration à l'APS, l'entraîneur en chef du Cinq algérien, Bilal Faïd, a indiqué que la sélection nationale disputera deux matchs amicaux face aux espoirs des clubs turcs de Fenerbahçe et d'Andalu Efes SK.

«Ce stage précompétitif nous permettra d'apporter les dernières retouches avant le début

du tournoi de pré-qualification pour l'Afrobasket 2021.

Nous avons convoqué les meilleurs joueurs prospectés lors des stages précédents, auxquels s'ajoutent des internationaux évoluant en France», a-t-il déclaré.

«Pour le tournoi d'Alger, le groupe sera renforcé par Samir Mokded et Kamel Ammour, deux internationaux évoluant en Pro B française», a-t-il ajouté.

En hibernation depuis juillet 2019 et une participation à la 1re édition de la Coupe d'Afrique des nations de basket-ball des

jeux locaux (AfroCan-2019) disputée à Bamako (Mali), la sélection avait débuté sa préparation début décembre avec un stage à Alger.

L'Algérie accueillera les 15 et 16 janvier le groupe A du tournoi des pré-qualifications pour l'Afrobasket 2021, en présence aussi du Cap-Vert.

Sept zones prendront part aux pré-qualifications de l'Afrobasket-2021 dans cinq groupes (A, B, C, D, E) au mois de janvier à travers le continent.

Les cinq vainqueurs se qualifieront pour l'étape suivante

du processus de qualification.

Pour la deuxième phase des qualifications, les cinq vainqueurs de chaque groupe rejoindront 15 équipes qui ont participé à l'Afrobasket 2017 en Tunisie, à savoir, l'Angola, le Cameroun, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, l'Égypte, la Guinée, le Mali, le Maroc, le Mozambique, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, la Tunisie et l'Ouganda.

Les 20 équipes seront réparties en cinq groupes de quatre. Dans chaque groupe, les

équipes disputeront deux tournois qui se dérouleront en trois fenêtres internationales.

Trois groupes joueront du 17 au 25 février 2020 et les deux autres commenceront leur campagne lors de la fenêtre du 23 novembre au 1er décembre 2020.

Les lieux de ces tournois seront déterminés ultérieurement.

Les cinq groupes joueront ensuite dans l'ultime fenêtre du 15 au 23 février 2021, les trois meilleures équipes de chaque groupe se qualifieront pour la phase finale de l'Afrobasket 2021 qui aura lieu au Rwanda.

## SONDAGE UAPS 2019: L'Algérie élue meilleure sélection arabe de l'année

La sélection algérienne de football a été élue meilleure équipe arabe de l'année-2019, au titre de la 5e édition du sondage de l'Union arabe de la presse sportive (UAPS), selon les résultats publiés lundi soir, alors que le titre de meilleur joueur a été attribué à l'international égyptien Mohamed Salah.

L'équipe algérienne, dirigée par le sélectionneur Djamel Belmadi, a récolté un total de 810 points, pour sur-tout son sacre de champion d'Afrique, un titre remporté après 29 ans d'attente, mais aussi pour son parcours sans faute lors de la Coupe d'Afrique des nations en Egypte et son invincibilité depuis 14 matchs, toutes compétitions confondues. La seconde position est revenue au Qatar, vainqueur de la Coupe d'Asie des nations, tandis que la sélection du Bahreïn a pris la 3e position pour son titre en Coupe du Golfe. En individuel, l'Algérien Riyad Mahrez, sociétaire de Manchester City et champion d'Afrique avec l'Algérie, s'est classé en seconde position du sondage de l'UAPS avec 432 points, derrière le vainqueur Mohamed Salah (Liverpool) et ses 510 pts. Le podium a été complété par l'international marocain Hakim Ziyech (Ajax Amsterdam) avec 86 pts. Dix joueurs étaient nominés pour le titre de meilleur



leur joueur arabe-2019, parmi eux aussi l'attaquant international algérien Baghdad Bounedjah, d'Al Sadd du Qatar.

Pour le prix du meilleur club arabe de l'année, les votants ont porté à la première position Al Hilal d'Arabie Saoudite, champion d'Asie et finaliste de la Coupe arabe, avec 720 points, devançant l'Espérance sportive de Tunis (champion

d'Afrique et champion de Tunisie) et le Zamalek (vainqueur de la coupe de la Confédération arabe et de la Coupe d'Egypte). «Les lauréats recevront leurs distinctions très prochainement, lors d'une cérémonie grandiose à la hauteur des vainqueurs et des personnalités sportives et politiques invitées par l'UAPS et l'Union arabe de football (UAF), coorganisatrice du sondage», a in-

diqué l'instance de la presse sportive arabe sur son site. Il est à rappeler que 110 représentants des différents médias sportifs arabes, organismes et unions de la presse sportive ont pris part au sondage qui «tient chaque année à rendre hommage aux acteurs du football arabe et des différentes», selon le président de l'UAPS, le Jordanien Mohamed Jamil Abdelkader.

## LIGUE 1 / USM BEL-ABBÈS : Le club à nouveau dans la tourmente

L'USM Bel-Abbès, auteur d'une remontée spectaculaire au classement de la Ligue 1 de football, risque d'être freinée dans son élan après être rentrée dans une nouvelle zone de turbulences.

En effet, les joueurs ont fait une énième grève lundi pour revendiquer la régularisation de leur situation financière. Ils ne comptent néanmoins pas boycotter le déplacement d'Alger où ils affronteront mercredi le Paradou AC, en match en retard, leur dernier de la phase aller.

Cependant, la trêve devrait être riche en événements dans ce club, puisque le staff technique et les joueurs comptent en profiter pour tout tirer au clair avec leur direction.

«Après le match du PAC, nous allons

devoir tout tirer au clair avec la direction du club. Nous sommes dans le flou total, et plus question de poursuivre dans de telles conditions», a déclaré à l'APS, l'entraîneur Abdelkader Yaïche. Le coach, qui a réussi à provoquer le déclic depuis son arrivée aux commandes techniques de l'équipe lors de la quatrième journée, n'écarte pas l'idée de jeter (encore) l'éponge, en raison de la persistance des problèmes financiers dans le club.

Troisième provisoirement au classement du championnat, la formation phare de la «Mekerra» est également qualifiée pour les huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie, ce qui a mis ses joueurs en position de force vis-à-vis de leur direction, d'où leur nou-

velle montée au créneau. «Nous devons mettre les points sur les i, et se fixer un objectif en vue de la deuxième partie de la saison, mais avant cela, il faudra régler les problèmes auxquels est confrontée l'équipe, notamment sur le plan financier, même si cette situation n'est pas propre uniquement à l'USMBA», a encore regretté l'entraîneur Yaïche.

Outre le fait que la direction du club de l'Ouest du pays ne parvient pas à payer plusieurs salaires à ses joueurs, elle fait l'objet également d'interdiction de recrutement au cours de l'actuel mercato hivernal en raison de ses dettes envers d'anciens sociétaires de l'équipe estimées à près de 90 millions DA, rappelle-t-on.

## Bentaleb privilégierait un retour en France

Le milieu international algérien de Schalke 04 (Div.1 allemande de football) Nabil Bentaleb, sur le départ, aurait exprimé son désir de rejoindre un club de Ligue 1 française cet hiver, alors qu'il est dans le viseur de Crystal Palace (Angleterre) et de l'AC Milan (Italie), rapportait lundi soir le site Foot Mercato.

«Bentaleb serait très intéressé à l'idée de découvrir la Ligue 1 française, qu'il érige en priorité avec un retour en Premier League anglaise.

Reste désormais à savoir où atterrira ce joueur sur-motivé qui n'aspire qu'à une seule chose, à savoir retrouver le niveau qui était le sien au printemps dernier», a indiqué la même source, sou-

lignant que «Schalke 04 ne fera rien pour conserver un joueur acheté 22,5 millions d'euros il y a deux ans et demi.

Un transfert est une option plus que souhaitée par le club allemand, qui pourrait se contenter d'un prêt avec option d'achat en cas d'offre satisfaisante».

Eloigné des terrains depuis septembre, Bentaleb (25 ans) a joué en novembre dernier avec l'équipe réserve de Schalke (U-23).

Le natif de Lille (France) avait été victime d'une déchirure du ménisque, nécessitant une intervention chirurgicale.

L'ancien joueur de Tottenham (Premier League anglaise) n'a joué aucun match cette saison avec



l'équipe première. «Des clubs anglais (dont Crystal Palace), allemands, deux clubs français dont les noms n'ont pas filtré et deux clubs italiens (dont l'AC Milan) sont intéressés par l'idée de relancer le milieu de terrain algérien, sous contrat jusqu'en juin 2021», révèle Foot Mercato.

Le joueur algérien (35 sélections/5 buts) a fait part de son désir de changer

d'air, dans une récente déclaration accordée à Onze Mondial : «Dans le football, on ne sait jamais.

Mais cela serait mentir de dire que je ne suis pas en train de regarder ailleurs».

Bentaleb avait été également écarté de la sélection algérienne, sacrée championne d'Afrique lors de la CAN-2019 disputée en Egypte.

## LIGUE 1 (MISE À JOUR): Le MCA à un pas du titre honorifique de champion d'hiver

Le MC Alger accueillera demain l'ES Sétif au stade Omar-Hamadi (17h00), avec l'objectif de l'emporter et décrocher le titre honorifique de champion d'hiver, en match comptant pour la mise à jour de la 14e journée du championnat de Ligue 1 de football.

Dirigé à titre intérimaire par l'entraîneur Mohamed Mekhazni, en remplacement du Français Bernard Casoni, limogé, le MCA (2e, 27 pts), compte deux points de retard sur le leader, le CR Belouizdad, qui a bouclé la première partie de la saison sur une contre-performance à domicile face au MC Oran (1-1).

Les Algérois, qui restent sur une défaite concédée samedi dernier à Blida face aux Marocains du Raja Casablanca (1-2) en quarts de finale (aller) de la Coupe arabe, seront appelés à relever la tête face à une équipe de l'Entente (11e, 17 pts), qui semble amorcer son redressement sous la houlette de l'entraîneur tunisien Nabil Kouki.

L'ESS compte effectuer le voyage à Alger avec l'objectif de rester dans sa dynamique de bons résultats et frapper un bon coup, quelques jours après sa qualification en 1/8 de finale de la Coupe d'Algérie, sur le terrain de l'AB Chelghoum-Laid (5-1).

L'autre match de mise à jour (9e journée) mettra aux prises mercredi le Paradou AC, premier reléguable (15e, 14 pts) à l'USM Bel-Abbès (3e, 22 pts), ce dernier semble avoir le vent en poupe après avoir décroché cinq victoires de suite, toutes compétitions confondues.

Le PAC devra donc se méfier d'une formation de la «Mekerra» qui aspire à conforter sa position sur le podium, sous la houlette de l'entraîneur Abdelkader Yaïche, qui était à deux doigts de quitter le navire, avant de changer d'avis.

Un succès permettra aux «Académiciens» de quitter la zone de relégation, en attendant d'apurer deux autres matchs en retard : en déplacement face au NC Magra (12e journée) le 19 janvier (14h30) et à domicile devant le CS Constantine (13e journée) le 23 du même mois (17h00).

Rappelons que les rencontres du PAC ont été reportées par la Ligue de football professionnel (LFP) en raison de son engagement en phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine, celle du MCA pour la participation du «Doyen» à la Coupe arabe des clubs.

### Le programme

**Mercredi 8 janvier :**

Paradou AC - USM Bel-Abbès 17h00

**Jeudi 9 janvier :**

MC Alger - ES Sétif 17h00

**Reste à jouer :**

**Jeudi 16 janvier :**

USM Alger - JS Kabylie (12e journée) 18h45

**Dimanche 19 janvier :**

NC Magra - Paradou AC (12e journée) 14h30

**Lundi 20 janvier :**

ASO Chlef - USM Alger (13e journée) 17h00

JS Kabylie - MC Oran (13e journée) 18h45, huis clos

**Jeudi 23 janvier :**

Paradou AC - CS Constantine (13e journée) 17h00

### Classement :

	Pts	J
1). CR Belouizdad	29	15
2). MC Alger	27	14
3). USM Bel-Abbès	22	14
4). JS Kabylie	21	13
5). MC Oran	20	14
--). USM Alger	20	13
7). CS Constantine	19	14
--). CABB Arréridj	19	15
--). AS Aïn M'lila	19	15
--). JS Saoura	19	15
11). ES Sétif	17	14
12). ASO Chlef	16	14
13). NA Hussein-Dey	15	15
--). NC Magra	15	14
15). Paradou AC	14	12
--). US Biskra	14	15-

## COUPE D'ALGÉRIE (32<sup>ES</sup> DE FINALE) : Six mois de suspension pour le président du FCB Telagh (LFP)

Le président du FCB Telagh, Farid Khaldi a écopé de six mois de suspension, dont trois avec sursis, pour "crachat envers officiel" du match en déplacement contre le CRB Adrar comptant pour les 32es de finale de la Coupe d'Algérie (seniors/messieurs) de football, disputé le 28 décembre, a annoncé la Commission de discipline de la Ligue de football professionnel.

Pendant sa suspension "Farid Khaldi sera interdit aussi bien de terrain que de vestiaires" a précisé la CD de la LFP dans un bref communiqué, ajoutant que le dirigeant devra payer en outre une amende de 50.000 DA.

La commission de discipline a infligé également deux matchs de suspension à l'entraîneur en chef de l'OM Arzew, Hadj Merine, pour son "mauvais comportement envers officiel" lors du 32e de finale de la Coupe d'Algérie, ayant opposé son équipe au SC Mechria, également le 28 décembre dernier.

## COUPE D'ALGÉRIE (1/16 DE FINALE) : WA Boufarik - MC Alger décalé au 26 janvier

Le match WA Boufarik (amateur) - MC Alger (Ligue 1), comptant pour les 1/16 de finale de la Coupe d'Algérie de football, prévu initialement le jeudi 23 janvier, a été décalé au dimanche 26 du même mois au stade Mohamed-Reggaz de Boufarik, a annoncé hier la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel.

En revanche, l'autre match comptant pour le même tour de «Dame Coupe» entre le CRB Adrar (inter-régions) et l'AS Aïn M'lila (Ligue 1), prévu initialement le mardi 4 février, a été avancé au samedi 18 janvier.

La FAF indique que les deux derniers matchs des 16es de finale : Paradou AC (Ligue 1) - MCB El-Bayadh (inter-régions) et ASM Oran (Ligue 2) - USM Alger (Ligue 1), restent à programmer.

Ces deux rencontres ont été reportées en raison de l'engagement de l'USMA et du PAC dans les compétitions africaines interclubs.

## LIGUE 1/ USM ALGER: Hamra suspendu deux matchs, Dziri prend un match

Le défenseur de l'USM Alger Abderahim Hamra, exclu lors de la victoire de son équipe contre Paradou AC (1-0) jeudi en match de mise à jour du championnat de Ligue 1, a écopé de deux matchs de suspension, a indiqué lundi la Ligue de football professionnel (LFP).

Le joueur usmiste est sanctionné pour «faute grave», précise la même source.

De son côté, l'entraîneur de l'USM Alger Bilal Dziri est sanctionné d'un match de suspension (interdiction de terrain et de vestiaire) plus une amende de 30.000 DA pour «contestation de décision».

APS

## MEILLEUR JOUEUR MAGHRÉBIN 2019: Mahrez élu pour la 3<sup>e</sup> fois

L'international algérien de Manchester City Riyad Mahrez a été élu meilleur joueur maghrébin de l'année 2019, devant le Marocain Hakim Ziyech et l'autre Algérien Ramy Bensebâni, lors du sondage du magazine France Football.



Après 2015 et 2016, le capitaine de la sélection algérienne a été honoré pour la troisième fois par les internautes de FF. Il est également le troisième joueur algérien plébiscité avec Islam Slimani (2013) et Yacine Brahimi (2014). En 2019, mise à part la

Ligue des champions, Riyad Mahrez a tout gagné : Premier League, FA Cup, League Cup et Community Shield en Angleterre. Mais son année restera marquée à jamais par le sacre africain de l'Algérie en Egypte l'été dernier. Le joueur algérien succède au Tunisien

Anice Badri, vainqueur de la précédente édition. Mahrez termine devant un autre pied gauche magique, celui du Marocain Hakim Ziyech. Le natif de Dronten (Pays-Bas) finit encore une fois sur le podium après une année exceptionnelle sous les couleurs de

l'Ajax d'Amsterdam. Enfin, un autre beau pied gauche se glisse sur le podium : Ramy Bensebâni. Le défenseur des «Verts» a été convaincant avec Rennes (vainqueur de la Coupe de France, notamment) et puis sous les couleurs du Borussia Monchengladbach, son nouveau club. Champion d'Afrique avec l'Algérie, il a montré du caractère en Egypte. Plus de 45.000 internautes ont pris part au vote en ligne.

### Le palmarès du joueur maghrébin de l'année:

2013 : Islam Slimani (Algérie)  
2014 : Yacine Brahimi (Algérie)  
2015 : Riyad Mahrez (Algérie)  
2016 : Riyad Mahrez (Algérie)  
2017 : Mehdi Benatia (Maroc)  
2018 : Anice Badri (Tunisie)  
2019 : Riyad Mahrez (Algérie)

## LIGUE 1 / ES SÉTIF / MERCATO: Signature imminente de l'attaquant Savio Momoni (Ashanti Gold)

L'attaquant Savio Momoni, sociétaire du club ghanéen Sporting Club Ashanti Gold rejoindra «dans les prochains jours» l'ES Sétif (Ligue 1 de football), a-t-on appris lundi de la direction du club.

«L'avant centre de l'Ashanti Gold SC renforcera la formation de l'Aigle noir au mercato hivernal après l'achèvement des démarches administratives», a fait savoir la même source, précisant que la nouvelle recrue de l'entente sétifienne est libre de tout engagement vis-à-vis de son ancien club, champion en titre

de la saison écoulée au Ghana. La direction de l'ESS et ses supporters aspirent une amélioration du compartiment offensif avec la venue de ce nouvel attaquant qui devra contribuer à remettre l'équipe dans la course aux titres, en particulier après l'arrivée de l'entraîneur tunisien Nabil Kouki et la qualification de l'équipe au huitième de finale de la coupe d'Algérie, selon la même source.

L'Entente de Sétif, sorti récemment de la zone rouge du classement du championnat de Ligue 1, a pour objectif d'aller

plus loin en coupe d'Algérie, a fait savoir la direction.

Les managers du club sétifien qui ambitionnent de recruter des joueurs qui apporteront le plus escompté, ont fait signer uniquement l'ex défenseur central de l'USM Alger, Mohammed Benyahia au cours du mercato hivernal.

La direction de l'ES Sétif tiendra ce lundi une réunion avec le staff administratif et l'entraîneur tunisien Nabil Kouki pour finaliser la liste des nouvelles recrues, selon la même source.

## TRANSFERT : L'Ivoirien Ibrahim Cissé (Nice) prêté au FC Famalicao

Le défenseur ivoirien de l'OGC Nice (Ligue 1 française) Ibrahim Cissé a été prêté sans option d'achat jusqu'au 30 juin au club du FC Famalicao, actuel troisième du championnat de première division du Portugal, a annoncé hier la direction de la formation nicoise.

Lancé à deux reprises, cette saison, en Ligue 1 par l'en-

traîneur Patrick Vieira, à Nîmes (1-2) puis devant l'OM (1-2), le défenseur central avait rejoint l'OGC Nice dans le courant de l'été 2018 dans le cadre d'un partenariat avec le RC Abidjan. Le jeune Ivoirien de 20 ans rejoint donc l'étonnant promu lusitanien qui a débuté 2020 sur le podium de la Super Liga lusitanienne derrière Benfica et Porto.



## LIGA ESPAGNOLE : Le Turc Arda Turan retourne au FC Barcelone



Le milieu international turc Arda Turan a réintégré l'effectif du FC Barcelone

(Liga espagnole), après avoir mis fin hier à son prêt au club stambouliote de Basaksehir, a annoncé ce dernier.

«Lors d'un entretien hier, notre joueur Arda Turan a demandé à notre président Goksel Gumusdag l'autorisation de partir pour écrire une nouvelle page dans sa carrière.

Gumusdag a répondu par l'affirmative et le contrat de notre footballeur a par conséquent été

résilié d'un commun accord», a indiqué le club turc dans un communiqué.

Turan, 32 ans, avait rejoint Basaksehir en janvier 2018 sous forme de prêt du Barça, où il n'avait pas réussi à s'imposer après son transfert à l'été 2016 en provenance de l'Atletico de Madrid.

Son séjour en Turquie, où il n'a participé qu'à 39 rencontres, toutes compétitions confondues en deux ans, aura surtout été marqué par une suspension pour 16 matches, dont il a écopé en mai 2018 pour avoir bousculé un arbitre, et par une condamnation à deux ans et huit mois de prison avec sursis en septembre 2019 pour avoir agressé un célèbre chanteur turc à la sortie d'une boîte de nuit.

**Modric et les sirènes de la MLS**

En juin prochain, Luka Modric arrivera au terme de son contrat avec le Real Madrid. A 34 ans, le milieu croate est sur la pente descendante depuis deux saisons, bien que ses dernières sorties aient été convaincantes. Cette saison, il est la principale victime de l'émergence de Federico Valverde sous les ordres de Zinedine Zidane. Lors des derniers mercatos, le Ballon d'Or 2018 avait été annoncé sur le départ et un fort intérêt de l'Inter Milan avait été manifesté, sans jamais aboutir à un transfert.



**Douglas Costa suivi, la Juve fixe son prix**

Ce mardi, le média italien Calciomercato remet un intérêt du Paris Saint-Germain pour l'ailier de la Juventus Turin Douglas Costa (29 ans, 10 apparitions en Serie A cette saison) au goût du jour. Le Brésilien plairait grandement au directeur sportif des Rouge et Bleu Leonardo, qui serait prêt à l'attirer dans la capitale. Toutefois, l'affaire s'annonce compliquée. Puisque la Vieille Dame, de son côté, se montrerait ouverte pour une vente à une seule condition. Pour libérer l'ancien du Bayern Munich, sous contrat jusqu'en juin 2022, les Bianconeri exigeraient un chèque de 50 M€. Le PSG est prévenu... De toute façon, l'arrivée d'un nouvel ailier ne semble pas franchement représenter une priorité pour le club français.

**Gareth Bale en MLS ?**

En difficulté au Real Madrid, Gareth Bale a failli rejoindre la Chine l'été dernier. S'il est resté au sein du club merengue cette saison, l'international gallois pourrait finalement quitter le club à l'issue de la saison.

Cet été, Gareth Bale aurait pu quitter le Real Madrid. En effet, l'international gallois était proche de quitter le navire merengue au profit de Jiangsu en Chine. Seulement, il a vu son transfert capoté en raison d'un accord impossible entre les deux équipes. Les deux clubs ne sont pas parvenus à trouver un terrain d'entente pour son transfert et Gareth Bale est finalement resté au Real Madrid cette saison.

L'attaquant gaucher est en manque de temps de jeu et se présente régulièrement à l'infirmerie. Un faible rendement et une fragilité physique qui ne plaident pas en sa faveur et pousse le natif de Cardiff à un départ.

Il n'est pas dans les papiers de Zinedine Zidane et pourrait finalement prendre la direction de La Major League Soccer. En effet, selon les informations du média ibérique El Desmarque, le joueur de 30 ans intéresserait fortement deux clubs de la Major League Soccer. Le Los Angeles Galaxy et l'Inter Miami de David Beckham seraient à ses trousses.

**Pérez veut blinder Ramos**

Le Real Madrid tient à son capitaine Sergio Ramos (33 ans, 18 matchs et 3 buts en Liga cette saison), et il compte le lui faire savoir. Car actuellement sous contrat jusqu'en juin 2021 avec la Maison Blanche, le défenseur central espagnol recevra prochainement une offre de prolongation pour étendre son bail de deux saisons supplémentaires, annonce le média OK Diario.

Ainsi, Ramos se retrouverait lié aux Merengues jusqu'à ses 37 ans. Une belle marque de confiance accordée à, il faut le reconnaître, l'un des tout meilleurs à son poste. Mais surtout une tendance claire pour l'ibère, qui pourrait bien choisir de raccrocher les crampons à Madrid.



**Le Real à l'affût pour Werner ?**

D'après le média ibérique El Desmarque, la Maison Blanche prépare même une offre de 80 M€ pour l'international allemand, en vue du prochain mercato estival. Une hypothèse intéressante pour le leader de la Bundesliga, qui conserverait ainsi son joueur phare jusqu'au terme de l'exercice tout en s'assurant une belle vente. De son côté, l'entraîneur madrilène Zinedine Zidane aurait validé cette piste face au rendement décevant de la recrue Luka Jovic (22 ans, 15 apparitions et 1 but toutes compétitions cette saison). Pour l'instant, il ne s'agit que de rumeurs, mais la bataille s'annonce rude pour Werner entre Chelsea, MU et donc le Real.

**Mbappé tourne en rond en L1**

L'attaquant du PSG Kylian Mbappé (21 ans) semble tourner en rond sur les pelouses de L1. C'est pour cela que le Real Madrid a une vraie chance de le recruter au mercato. Kylian Mbappé est la personnalité plébiscitée par l'Équipe pour être LA star de l'année 2020. L'attaquant du PSG vient aussi d'être coté à 265 millions d'euros par le CIES, ce qui en fait le joueur le plus cher au monde (devant Raheem Sterling et Mohamed Salah). Cette surbrillance pourrait-elle l'amener à quitter la France dès la fin de la saison en cours ? Comme tout le monde, le quotidien sportif se pose la question et donne quelques indices qui pourraient accréditer la thèse d'un départ au Real Madrid au prochain mercato.

## LIBYE: Le chef de la diplomatie de l'UE condamne "l'ingérence étrangère"

Le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, a condamné hier à Bruxelles "l'ingérence étrangère" dans la crise libyenne, dans un communiqué à l'issue d'une réunion avec les ministres des AE français, allemand, britannique et italien sur la Libye. Il a souligné: "c'est évident que cela fait référence à la décision turque d'intervenir avec des troupes (au sol) en Libye, qui est quelque chose que nous rejetons et qui accroît nos inquiétudes sur la situation" dans ce pays.

Les ministres des AE français Jean-Yves Le Drian, allemand Heiko Maas, italien Luigi Di Maio et britannique Dominic Raab, se sont réunis "en urgence" à Bruxelles pour discuter de la situation en Libye et du dossier iranien. A l'issue de la réunion, ils ont condamné toute "ingérence extérieure" dans la crise en Libye. "L'ingérence extérieure persistante nourrit la crise", estiment-ils. "La Libye est devenue un lieu où d'autres puissances se livrent une guerre par forces interposées, et nous ne voulons plus l'accepter", a déclaré le ministre allemand Heiko Maas, en arrivant à Bruxelles, selon des sources diplomatiques européennes. Le chef de la diplomatie allemande italienne, Luigi Di Maio, est ensuite attendu en Turquie. De son côté, M. Raab se rendra aujourd'hui à Washington, selon les mêmes sources. Selon plusieurs sources européennes, MM. Maas, Le Drian et Raab devaient poursuivre leurs discussions à Bruxelles sur les conséquences de l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani, tué vendredi dans un raid américain près de l'aéroport international de Bagdad. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne sont co-signataires avec l'Iran de l'accord de 2015 sur le nucléaire, dont les Etats-Unis se sont retirés unilatéralement en 2018 en réactivant un régime de sanctions à l'encontre de Téhéran, déclenchant une nouvelle crise entre Washington et Téhéran.

## ALGÉRIE-TURQUIE

### Le Président Tebboune reçoit le ministre turc des AE

Le Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a reçu hier le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu pour examiner les derniers développements de la situation en Libye.

Ont assisté à cette rencontre qui s'est déroulée au siège de la Présidence, le directeur de cabinet de la présidence de la République, Noureddine Ayadi, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, le ministre conseiller à la communication, porte-parole officiel de la Présidence de la République, Belaïd Mohand Oussaïd, le Secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale et des compétences à l'étranger, Rachid Bladehane ainsi que l'ambassadeur de l'Algérie en Turquie, Mourad Adjabi. Le ministre turc des Affaires étrangères s'était entretenu auparavant avec son homologue algérien.

M. Cavusoglu a entamé, lundi, une visite de deux jours en Algérie qui portera



essentiellement sur les derniers développements de la situation en Libye et les moyens à mettre en œuvre pour transcender la crise actuelle et faire éviter les conséquences lourdes d'une aggravation de la situation pour le peuple libyen frère, mais aussi pour les pays du

voisinage et tout l'espace méditerranéen et africain et même au-delà. Le chef de la diplomatie turque passera également en revue au cours de cette visite «l'état des relations bilatérales et les moyens de leur donner davantage d'impulsion dans tous les domaines».

## SYRIE

### Poutine salue lors d'une visite à Damas les progrès "immenses" réalisés par la Syrie

Le président russe Vladimir Poutine a salué, hier, lors d'une rencontre à Damas avec son homologue syrien Bachar al-Assad, les progrès "immenses" réalisés par la Syrie depuis 2011, a indiqué mardi le porte-parole du Kremlin. Au cours de sa conversation avec son homologue syrien, M. Poutine a signalé qu'aujourd'hui, on peut constater avec certitude qu'un chemin immense a été parcouru vers la restauration de l'Etat syrien et de son intégrité territoriale», a déclaré le porte-parole Dmitri Peskov, cité par

les agences russes. Cette rencontre, dans un «centre de commandement» militaire russe, était la première visite de Vladimir Poutine à Damas depuis le début de la crise en Syrie. Il s'était déjà rendu en décembre 2017 sur la base aérienne russe de Hmeimim, dans le nord-ouest de la Syrie. «Vladimir Poutine a aussi souligné qu'il était visible à l'oeil nu que la vie en paix revenait dans les rues de Damas», a poursuivi M. Peskov. «Le président syrien a lui exprimé sa reconnaissance pour l'aide de la Russie et de l'armée russe

dans le combat contre le terrorisme et le retour de la paix en Syrie», a-t-il ajouté. Sur le contenu de cette rencontre, M. Peskov a expliqué que «les chefs d'Etat ont entendu des rapports sur la situation dans différentes régions du pays». Le président russe doit visiter plusieurs autres lieux au cours de son passage à Damas.

D'après des images diffusés sur les réseaux sociaux par les journalistes russes, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou était notamment présent avec M. Poutine.

## ALGÉRIE-LIBYE

### L'Algérie appelle le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités pour imposer le respect de la paix et de la sécurité en Libye

L'Algérie a appelé, lors de l'audience accordée, lundi, par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au Président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, M. Fayez El-Serraj, la communauté internationale et le Conseil de sécurité en particulier à «assumer leurs responsabilités pour imposer le respect de la paix et de la sécurité en Libye».

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, lundi 6 janvier, le Président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA) libyen, M. Fayez El-Serraj, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République, ajoutant que «la rencontre s'est tenue en tête-à-tête puis a été élargie aux délégations des deux pays». Tenue dans une conjoncture sensible, suite à l'aggravation de la situation sécuritaire en Libye, la rencontre a permis aux «deux Présidents d'échanger les vues sur les outils et moyens idoines pour l'accélération du rétablissement de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans ce pays frère».

Ces entretiens ont été l'occasion pour le Président de la République de rappeler «la position constante de l'Algérie vis-à-vis de la crise libyenne, une position qui repose essentiellement sur le principe de non-ingérence dans les affaires internes des Etats».

Le Président de la République a réitéré la nécessité «de trouver une solution politique à cette crise qui garantit l'unité de la Libye, de son peuple et de son territoire ainsi que sa souveraineté nationale, loin de toute ingérence étrangère».

Cette position «s'est cristallisée, dès le déclenchement de la crise libyenne, par la défense de l'unité territoriale libyenne dans les fora internationaux et à tous les niveaux, par les aides octroyées au peuple libyen frère, qui est l'expression de l'amitié que lui porte le peuple algérien ainsi que le devoir de fraternité, de solidarité et de bon voisinage qui lui incombe envers ce peuple frère, et par l'engagement de l'Algérie au respect des principes du droit internationaux».

Pour sa part, M. Fayez El-Serraj a adressé ses remerciements à l'Algérie pour ses positions fraternelles constantes vis-à-vis de la crise libyenne, réitérant sa pleine confiance dans les efforts qu'elle déploie en vue d'atténuer l'escalade, en soutenant la solution politique».

Le chef de l'Etat a réitéré son attachement «à préserver la région de toute ingérence étrangère, compte tenu des menaces qui pèsent sur les intérêts des peuples de la région, sur l'unité de leurs Etats et sur la sécurité et la paix dans la région et dans le monde». «L'Algérie appelle la communauté internationale, particulièrement le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités afin d'imposer le respect de la paix et de la sécurité en Libye et exhorte les belligérants à mettre fin à l'escalade», a-t-il dit. Et d'ajouter: «L'Algérie appelle également les parties étrangères à cesser d'alimenter cette escalade et d'accorder aux parties belligérantes, leur soutien militaire, matériel et humain, et plaide pour le respect de la légalité internationale afin de faciliter la reprise du dialogue pour parvenir à une solution politique à la crise».

«L'Algérie appelle la Communauté internationale à assumer ses responsabilités pour imposer un cessez-le-feu immédiat et mettre un terme à cette escalade militaire qui fait, chaque jour, davantage de victimes...».

Ainsi, l'Algérie dénonce avec force les actes de violence dont le récent massacre ayant fait près de 30 étudiants à l'Ecole militaire de Tripoli, un acte criminel, voire un crime de guerre. Partant, l'Algérie considère la capitale libyenne Tripoli comme une ligne rouge à ne pas franchir. De tels actes «ne servent et ne servent pas le peuple libyen frère. C'est pourquoi l'Algérie qui a toujours insisté sur le dialogue au lieu de l'usage de la force, exhorte, encore une fois, les frères libyens à faire preuve de sagesse et à emprunter la voie du dialogue, loin de toute pression étrangère afin de parvenir à une solution approuvée par le peuple libyen, une solution qui lui assure sécurité, stabilité et prospérité».

Pour sa part, M. Fayez El-Serraj a adressé ses remerciements à l'Algérie pour ses positions fraternelles constantes vis-à-vis de la crise libyenne, réitérant sa pleine confiance dans les efforts qu'elle déploie en vue d'atténuer l'escalade, en soutenant la solution politique».

## PÉTROLE: Le panier de l'OPEP à 70,89 dollars le baril

Le prix du panier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), composé de 14 bruts, s'est établi lundi à 70,89 dollars le baril, contre 69,39 dollars vendredi, enregistrant une hausse de 1,5 dollars, selon les données de l'Organisation pétrolière publiées mardi sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye),

Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Le même jour, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars s'est établi à 68,91 dollars à Londres, en hausse de 31 cents, par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour février a gagné 22 cents, à 63,27 dollars. Cette hausse soudaine a été provoquée vendredi par l'assassinat à Bagdad du général iranien Qassem Soleimani, tué lors d'un raid américain, faisant craindre aux marchés une escalade dans la région et une perturbation de l'of-

fre d'or noir dans le monde. Lors de leur dernière réunion tenue les 5 et 6 décembre 2019 à Vienne, l'OPEP et ses alliés, dont la Russie, avaient conclu un accord pour réduire encore leur production d'au moins 500.000 barils par jour afin de soutenir les cours du brut et créer un équilibre entre l'offre et la demande. Cet ajustement, entré en vigueur à partir du 1er janvier 2020, porte l'effort total de limitation de la production à 1,7 million de barils par jour (mbj) pour l'ensemble du groupe de 24 pays qui compte les 13 membres de l'Opep et leurs 11 partenaires non Opep.

## MDN

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME

### 2 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés à Blida et M'sila

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, lundi à Blida et M'sila, par un détachement de l'Armée nationale populaire, tandis qu'un autre détachement a découvert et détruit deux (02) bombes de confection artisanale à Djelfa, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseigne-

ments, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 06 janvier 2020, deux (02) éléments de soutien aux groupes terroristes à Blida et M'sila/te Région militaire, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a découvert et détruit deux (02) bombes de confection artisanale dans la localité de Djebel Ouzina, commune de Faïdh El Botma, wilaya de Djelfa/teRM», précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont appréhendé, suite à des opérations distinctes menées à Djanet/4eRM, In Guezzam et Tamanrasset/6eRM, précise-t-on, «(32) individus et saisi quatre (04) véhicules tout-terrain, (11) groupes électrogènes, (09) marteaux piqueurs, un (01) détecteur de métaux, ainsi que (32) sacs de mélange de pierres

et d'or brut». Par ailleurs, des Garde-côtes ont déjoué, à Chlelf/1èreRM, Skikda/5eRM et Bénéisaf/2eRM, des tentatives d'émigration clandestine de «(57) personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que 22 migrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen, Djanet et In Amenas», conclut le communiqué.